



Assemblée générale

Soixante-douzième session

11^e séance plénière

Jeudi 21 septembre 2017, à 9 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Lajčák (Slovaquie)

La séance est ouverte à 9 heures.

Allocution de M. Aleksandar Vučić, Président de la République de Serbie

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Serbie.

M. Aleksandar Vučić, Président de la République de Serbie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Aleksandar Vučić, Président de la République de Serbie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Vučić (*parle en anglais*) : Je saisis cette occasion pour vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à cette fonction importante. Je tiens également à féliciter M. Peter Thomson pour le brio avec lequel il a assuré la présidence réussie de l'Assemblée générale à sa soixante et onzième session. J'en profite par ailleurs pour rendre hommage au nouveau Secrétaire général, M. António Guterres, qui s'est impliqué activement, en cette première année de son mandat à ce poste aux remarquables responsabilités, et qui a lancé un processus de réforme de grande importance pour l'Organisation.

C'est un immense honneur pour moi que de prendre la parole devant l'Assemblée pour la première fois dans cette salle en ma qualité de Président de la République de Serbie. Nous avons suivi avec une grande attention les allocutions faites par les dirigeants du monde ces deux derniers jours, et il ne semble pas exagéré de dire que la quasi-totalité d'entre eux ont évoqué tant la nécessité de réformer l'ONU que la paix et la stabilité, accusant souvent quelqu'un d'autre – une partie adverse – d'agir contre la paix et la stabilité ou d'être responsable d'une situation délicate dans le monde. Je ferai de mon mieux pour éviter une telle approche.

L'année dernière, dans cette même salle, on a dit que la situation dans le monde était difficile. Aujourd'hui, elle est indéniablement plus difficile encore qu'elle ne l'était il y a un an. Aujourd'hui, je saisis l'occasion qui m'est donnée de prendre la parole devant l'Assemblée générale non pas pour attaquer ceux qui ne peuvent pas se défendre ni pour attaquer ceux qui n'auraient aucun argument pour se défendre contre la vérité. Je parlerai de la Serbie, de son peuple, de sa réintroduction dans le monde, et du fait que le monde a de nouveau accepté et adopté la Serbie, et que la Serbie essaie de comprendre le monde, même si parfois elle n'est pas d'accord avec les grandes puissances. Contrairement à certains dirigeants, je ne ressens pas le besoin de traiter mon peuple avec condescendance ou de mener une campagne électorale, ou non électorale, à cette tribune, car nous avons déjà remporté toutes nos batailles politiques nationales. C'est pourquoi je veux parler de la Serbie d'aujourd'hui et de la Serbie

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

17-29580(F)



Document adapté

Merci de recycler



de demain, et de l'avenir de toute la région des Balkans occidentaux, dont je suis originaire.

Il est important de parler de tous les Balkans, et notamment de la partie occidentale, car sans une perspective plus large et plus sérieuse pour aborder les problèmes auxquels nous sommes confrontés, nous ne serons pas en mesure de discerner nos problèmes individuels, et encore moins de les résoudre. Je voudrais partager une citation de notre célèbre écrivaine, Isidora Sekulić, qui a dit ce qui suit :

« Une péninsule est un monde à part. Les pays et les nations qui en font partie doivent, comme s'ils étaient embarqués sur un même navire, avoir en commun un problème politique et un idéal politique, quelles que soient leurs différences habituelles. Les Balkans ont la priorité, avant les pays individuels qui les forment, dès lors que le moment devient difficile et dangereux, et ce, qu'il soit dangereux sur le plan politique ou sur le plan culturel. Les Balkans ouvriront-ils pour une fois leurs yeux pleins de sommeil pour distinguer leur formidable potentiel culturel, plutôt que de plonger tous ensemble? »

La première des conditions pour un avenir prospère pour nous tous dans la région est de savoir comment préserver la paix et la tranquillité. La République de Serbie investit énormément d'efforts dans la stabilisation de la situation dans la région, laquelle est en permanence au cœur de notre engagement et de notre politique. Comme nous l'avons fait jusqu'à présent, nous continuerons d'œuvrer avec dévouement et détermination à la promotion de la stabilité et de la coopération régionales, car nous pensons que cela revient à investir dans un avenir meilleur pour nous tous. Pour assurer notre succès aujourd'hui et nos progrès à l'avenir, il est nécessaire, si pathétique que cela paraisse, de préserver la paix et la stabilité à tout prix. C'est là une tâche sociopolitique prioritaire qui exige un travail acharné et un apprentissage de tous les jours. Elle facilitera à terme la croissance et les réformes économiques, lesquelles sont une condition requise pour une vie meilleure, en premier lieu pour les pauvres et, naturellement, les classes moyennes.

Dans le passé, nous avons prouvé, en Serbie, qu'en menant une politique responsable d'assainissement des finances publiques, même sans revenus considérables tirés de la privatisation, nous étions capables de dégager un excédent budgétaire. Nous avons réduit le taux de chômage de 26 % à 12 % et avons créé un marché du

travail souple en adoptant des lois modernes, même si cela s'est révélé difficile pour certains pays occidentaux développés et beaucoup plus robustes. Par-dessus tout, je suis fier que nous ayons commencé à investir dans la créativité de nos jeunes et que la numérisation et l'intelligence artificielle soient en train de devenir des sujets importants en Serbie, et plus uniquement dans les pays les plus développés du monde.

Bien sûr, il y a encore énormément de domaines dans lesquels nous devons obtenir des résultats, et, pour une personne originaire des Balkans occidentaux, la première question est de déterminer si nous allons être impliqués dans un nouveau conflit ou si nous allons opter pour un avenir meilleur et insouciant. En dépit de nombreux défis, la Serbie continuera à investir dans des efforts visant à créer les conditions propices à des relations de meilleure qualité dans la région, fondées sur le respect mutuel et sur la détermination à faire partie d'un avenir européen commun.

Aujourd'hui, je voudrais en particulier évoquer les problèmes politiques dans la région et les relations de Belgrade avec Pristina. Rappelant l'importance capitale que revêt cette question pour la République de Serbie, je souligne une nouvelle fois que parvenir à un règlement politique de la question du Kosovo-Metohija est une priorité nationale pour la Serbie. C'est une question extrêmement lourde de conséquences non seulement pour notre économie, mais aussi pour l'avenir radieux des jeunes aussi bien de Serbie que de toute la région.

L'Assemblée sait bien que nous ne reconnaissons pas la déclaration unilatérale d'indépendance de l'entité qui s'est baptisée Kosovo, mais je n'évoquerai pas le mépris opposé à notre intégrité territoriale et à notre souveraineté. Au lieu de cela, je parlerai de nos efforts pour régler cette question et tenter de trouver une solution à un problème vieux de plusieurs siècles, au sujet duquel les grandes puissances n'ont pas été utiles en 1999 et 2008. Je parlerai de nos efforts pour évoquer l'avenir avec les dirigeants albanais de Pristina.

Hier, nous avons tous entendu Michael Bloomberg dire qu'il valait mieux passer des milliers d'heures à parler qu'une minute à combattre. Tout ce qui a été réalisé jusqu'à présent dans le cadre du dialogue mené par Bruxelles a été le fruit de compromis difficiles et de concessions sans ambiguïté de part et d'autre, quoiqu'essentiellement de notre côté. Les progrès importants obtenus tout au long de ce processus confirment que la République de Serbie participe à ce dialogue dans un esprit constructif et avec engagement.

Nous avons également démontré notre volonté de faire des compromis qui n'étaient pas faciles, contribuant ainsi à trouver à de nombreux problèmes complexes des solutions mutuellement acceptables. Je tiens à souligner que, au fil des quatre dernières années, depuis que nous avons entamé le processus de dialogue sous les auspices de Bruxelles, et bien qu'il y ait eu certains affrontements, querelles et autres attaques physiques contre les Serbes sur le territoire du Kosovo-Metohija, personne n'a été tué au cours d'affrontements ethniques. Pour les Serbes comme pour les Albanais, c'est là un grand pas en avant, et j'ai donc hâte de poursuivre ces efforts politiques à l'avenir.

Néanmoins, alors que nous entrons dans cette salle, nous avons été informés que les autorités de Pristina avaient annoncé qu'elles avaient obtenu la majorité requise pour que le Kosovo accède au statut de membre de l'UNESCO. Je demande à l'Assemblée de ne pas permettre cette situation, et je rappelle aux membres que ces mêmes personnes ont pris part à la destruction des monastères, églises et autres sites du patrimoine culturel et spirituel serbes au Kosovo-Metohija.

En outre, nous avons fait d'immenses efforts pour stabiliser la situation générale dans les Balkans. Nous avons souvent gardé le silence face aux insultes et aux attaques venant de certains pays, parce que nous savons que promouvoir la paix et la réconciliation est plus important que marquer des points faciles sur le plan politique. Voilà pourquoi les Serbes sont plus qu'enthousiastes à l'idée de poursuivre leurs fructueuses réformes économiques et à celle de créer une zone économique régionale, un projet auquel nous n'avons pas l'intention de renoncer.

L'ex-Yougoslavie était largement respectée en tant que marché, qui a su attirer des investisseurs et l'attention de la communauté internationale. Aujourd'hui, nous sommes trop petits pour réussir en tant que marchés individuels. C'est pourquoi je suis fermement convaincu qu'une zone douanière et un système fiscal uniques sont l'avenir de la région. Que l'on songe, par exemple, au fait qu'un agriculteur qui produit du lait à seulement 10 kilomètres de la frontière perd au moins 7 à 8 % de ses bénéfices en devant attendre 48 heures pour franchir la frontière. L'amélioration de l'économie est la deuxième priorité à laquelle tous nos pays, y compris la Serbie, doivent s'atteler.

La troisième priorité, qui n'est pas moins importante que les deux premières, est d'établir un trait d'union entre notre progrès économique et notre souhait

d'adhérer à l'Union européenne. Les efforts que nous menons pour adhérer à l'Union européenne, qui est notre principal partenaire d'investissement et commercial, nous conduiront à une plus grande stabilité, au progrès économique et à la consolidation de la démocratie. Au cours des dernières années, la politique d'élargissement de l'Union européenne aux pays des Balkans occidentaux a été l'un des outils les plus puissants de la transformation politique et économique des pays de la région en des sociétés stables et modernes.

Nous estimons que cette politique, malgré toutes les difficultés qui existent au sein même de l'Union européenne, ainsi que dans les pays candidats et les candidats potentiels, doit se poursuivre de manière tout aussi résolue. Nous voulons tous faire partie de l'Union européenne, mais parfois les peuples des Balkans et le peuple serbe sont traités injustement et différemment de ceux qui ont emprunté ce chemin plus tôt. Nous ne demandons pas à l'Union européenne d'accélérer notre processus d'adhésion, mais de nous traiter équitablement et tout du moins, dans une certaine mesure, de la même façon que certains États membres à part entière qui ont été admis après 2003.

Comme l'Assemblée le sait, les Serbes sont un peuple digne. Nous attendons de tous les autres pays du monde qu'ils nous respectent tout comme nous les respectons et respectons leur intégrité territoriale et leur souveraineté. Nous n'avons jamais voulu ni ne voulons quelque chose qui appartient à quelqu'un d'autre. Nous demandons seulement que notre pays et son peuple bénéficient du même respect. Je suis fier que la Serbie protège sa liberté, son indépendance et sa souveraineté, et soit un pays qui respecte les principes démocratiques. Nous allons poursuivre dans cette voie et ne jamais abandonner notre politique de neutralité militaire, parce que nous estimons qu'il s'agit là d'une politique de paix et d'avenir.

Tout en s'attachant à adhérer à l'Union européenne et à établir des partenariats avec les pays occidentaux, notamment à améliorer nos relations avec les États-Unis, nous continuons d'entretenir les meilleures relations possibles avec la Fédération de Russie et la République populaire de Chine. Non seulement nous n'avons pas honte de ces bonnes relations, nous en sommes très fiers. Cela dit, nous serons toujours prêts à examiner ce qui se passe dans le monde d'aujourd'hui sans juger de manière superficielle ce qui est bon ou mauvais, ou ce qui est juste ou injuste. Nous n'avons jamais menacé ni ne menacerons qui que ce soit, mais nous n'hésiterons

jamais à condamner des actions telles que le lancement d'un missile qui contraint les habitants de l'île japonaise d'Hokkaido à passer une journée ou une nuit dans des abris.

Je voudrais rappeler aux membres que le courageux et sage Président américain Dwight Eisenhower a été suffisamment prudent pour dire que

« Chaque arme fabriquée, chaque navire de guerre lancé, chaque roquette tirée vole, au final, ceux qui ont faim et n'ont pas de quoi manger, ceux qui ont froid et n'ont pas de quoi se vêtir. »

De même, nous nous soucierons toujours des réfugiés syriens, afghans, d'Afrique subsaharienne ou d'ailleurs et leur témoignerons notre solidarité, mais ne fléchirons jamais dans notre détermination à lutter contre le terrorisme international et les mouvements islamiques radicaux, tels que l'État islamique d'Iraq et du Levant ou Al-Qaida, parce que nous considérons qu'une société démocratique reposant sur l'égalité des droits pour tous est la seule société dans laquelle nous voulons vivre et la seule société dans laquelle voyons notre avenir.

Nous reconnaissons que la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales dans le contexte de la prévention du radicalisme et de la montée de l'extrémisme est une tâche décisive. Nous prônons l'intégration des citoyens de toutes les religions et appartenances politiques et autres dans la société moderne sur la base de valeurs communes, tout en préservant l'identité de chacun et veillant au respect de tous.

La Serbie est convaincue et se félicite du rôle de plus en plus important que joue l'Organisation des Nations Unies, non seulement dans le domaine du maintien de la paix et de la stabilité, mais aussi s'agissant des activités bien plus importantes qu'elle entreprend aujourd'hui pour le bien de l'humanité. La Serbie appuiera toute réforme de l'ONU susceptible de renforcer son rôle, parce que cela signifiera davantage de débats, un recours plus rare à l'emploi de la force et moins d'arrogance dans les relations internationales. Aussi devons-nous faire tout notre possible pour permettre à l'ONU de jouer un rôle plus actif dans le monde.

Je conclurai en citant le grand Albert Einstein, qui disait :

« Le monde est dangereux à vivre, non pas tant à cause de ceux qui font le mal, mais à cause de ceux qui regardent et laissent faire. »

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Serbie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Aleksandar Vučić, Président de la République de Serbie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de Son Excellence Jovenel Moïse, Président de la République d'Haïti

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République d'Haïti.

M. Jovenel Moïse, Président de la République d'Haïti, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Jovenel Moïse, Président de la République d'Haïti, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Moïse : Je voudrais, tout d'abord, vous adresser, Monsieur le Président, mes plus chaleureuses félicitations pour votre élection à la présidence de l'Assemblée générale.

Aujourd'hui, tous les regards se tournent légitimement vers l'Organisation des Nations Unies, dont la mission n'a jamais été aussi essentielle. Il est donc nécessaire de poursuivre la réforme engagée depuis des années en vue de mieux adapter l'Organisation aux réalités contemporaines, afin qu'elle puisse poursuivre efficacement les buts énoncés dans la Charte fondatrice des Nations Unies. Je salue, à cet égard, la vision et le leadership du Secrétaire général, M. António Guterres. Je souhaite que, sous sa direction avisée, l'Organisation maintienne le cap sur les engagements et initiatives susceptibles d'améliorer les conditions de vie de tous les habitants de la planète terre, de permettre de faire face aux menaces mondiales, de prévenir et de régler les conflits.

La République d'Haïti appuie pleinement toute initiative susceptible de prévenir les tensions internationales, désamorcer les crises et rechercher une issue pacifique aux différends. Elle estime que l'action de l'ONU doit d'abord s'inscrire dans une dynamique de prévention des conflits. La République d'Haïti, qui s'est toujours prononcée contre la prolifération des armes

nucléaires, condamne fermement toute situation de tension créée par des volontés manifestes d'acquisition et de multiplication de l'arme nucléaire.

Au Moyen-Orient, la crise syrienne n'en finit pas d'interpeller la conscience universelle. Ici même, dans cette enceinte, nombre de résolutions ont été votées, appelant à faire cesser cette tragédie, avec son cortège de maux et son inhumanité. Le statu quo, qui prévaut dans le conflit israélo-palestinien, ponctué de flambées de violence intermittentes, ne peut, à l'évidence, tenir lieu de solution.

La République d'Haïti appelle de tous ses vœux à une sortie honorable de la crise actuelle au bénéfice du peuple frère de la République bolivarienne du Venezuela. Elle invite toutes les parties en présence à s'engager sur la voie du dialogue et de la négociation.

Le dénouement heureux du conflit armé colombien par la voie de la négociation démontre que l'affrontement armé et la violence aveugle ne peuvent pas toujours régler les différends, Puisse cet effort de dépassement consenti par la société colombienne nous servir tous d'exemple.

Aussi, la République d'Haïti, fidèle à ses idéaux de paix, de dialogue et de convivialité entre les peuples, exprime le vif souhait qu'une fenêtre d'opportunité soit offerte à la République de Chine, Taiwan, pour qu'elle puisse participer aux grandes décisions que nous, États Membres de l'ONU, avons adoptées pour l'amélioration de la condition humaine sur la planète Terre.

M'exprimant pour la première fois devant cette haute Assemblée, je mesure l'immense responsabilité qui est la sienne face aux défis et enjeux environnementaux auxquels la planète se trouve confrontée. La République d'Haïti est très attachée à la dimension environnementale du développement durable. En tant qu'État insulaire, Haïti est déterminée à renforcer sa résilience aux effets des catastrophes naturelles qui touchent, chaque année, la région des Caraïbes. Le peuple haïtien fait des efforts gigantesques pour se relever des dégâts causés par le passage des ouragans Matthew et Irma.

De même, la destruction d'une ampleur inédite de pays frères de les Caraïbes, notamment Antigua-et-Barbuda et la Dominique, et d'une partie des États du Texas et de la Floride, aux États-Unis d'Amérique, par les récents ouragans successifs, témoigne des effets néfastes du réchauffement climatique sur notre planète. À cet égard, la République d'Haïti exprime sa solidarité avec les victimes, en général, et les peuples des Caraïbes,

en particulier. De même, la République d'Haïti compatit avec les victimes des catastrophes naturelles et les peuples et Gouvernements des États-Unis et du Mexique.

Dans ce même ordre d'idées, mon pays accorde une importance toute particulière au respect des engagements contractés au titre de l'Accord de Paris sur le climat. D'ailleurs, les perspectives de développement durable sont de plus en plus remises en cause par les crises écologiques et le dérèglement climatique. Aussi, nous souhaitons que les pays émetteurs de gaz à effet de serre contribuent les ressources nécessaires à la mise en œuvre effective de l'Accord de Paris. Certainement, il faut concrétiser la promesse de doter les pays les plus vulnérables des moyens d'assurer la transition énergétique vers les énergies renouvelables et de développer leur résilience aux effets néfastes des changements climatiques.

Dans les Caraïbes, en Haïti en particulier, les derniers événements climatiques nous rappellent à quel point les changements climatiques affectent nos pays. À l'instant même, l'ouragan Maria, d'une puissance spectaculaire, nous menace encore. Cependant, tout ce qui nous arrive n'est pas dû à la fatalité, mais aux actions des êtres humains sur leur environnement. Notre responsabilité pour le redressement environnemental est une responsabilité partagée. Ces pays victimes, dont la République d'Haïti, ne disposent pas de ressources supplémentaires pour répondre, de façon adéquate, aux conséquences dramatiques des changements climatiques.

Je lance un appel pour une augmentation de la couverture d'assurance contre les ouragans et autres catastrophes naturelles. Les petits pays des Caraïbes, qui sont caractérisés par un espace économique sévèrement limité, nécessitent un régime d'assurance qui est proportionnel à la menace. À cet effet, en janvier 2018, quand Haïti assurera la présidence de la Communauté caribéenne, nous comptons organiser une conférence régionale pour mettre en place une commission interétatique chargée de convenir d'une stratégie idoine en la matière. Il s'agira d'une suite logique à l'appel de la République d'Haïti, lors du cinquième Sommet de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe tenu à Cancún en mai dernier, pour la création d'un fonds régional destiné à financer les programmes d'atténuation des effets des catastrophes naturelles dans la région. Ce fonds serait alimenté sur la base d'un pourcentage du produit intérieur brut des pays touchés et par les pays développés, émetteurs de gaz à effet de serre. Haïti profite de cette tribune pour

lancer un appel aux États Membres de l'ONU touchés par les changements climatiques à adhérer également à cette démarche.

L'année 2017 marque, incontestablement, une rupture avec la situation d'instabilité qui a si lourdement entravé le développement de la République d'Haïti. Depuis mon accession à la présidence, le 7 février, mon administration n'a ménagé aucun effort pour consolider la démocratie et l'état de droit en déployant des efforts pour la création des conditions propices au développement socio-économique et à la stabilité politique et sociale.

D'abord, le Gouvernement haïtien, sans ambages, s'attaque à la corruption – la surfacturation dans les contrats publics, l'utilisation abusive des biens de l'État, les chèques d'employés fictifs facilités par des corrupteurs et des corrompus qui, par leur forfait abject, subtilisent le fruit de l'éducation aux enfants du peuple haïtien. La corruption, sous toutes ses formes, gangrène et atrophie l'économie; elle a fragilisé profondément la fondation politique; et elle a déstabilisé le tissu social du pays.

La corruption est un crime contre le développement. Les milliards de dollars dépensés en Haïti au cours des dernières décennies aboutissent, parfois, à certains contrats qui déstabilisent l'économie nationale, et ce, au détriment du peuple haïtien. Il est donc temps que l'aide publique au développement et nos ressources internes servent l'intérêt de la nation haïtienne tout entière. La corruption prive le Gouvernement haïtien de ressources suffisantes pour fournir les services de base à la population. La corruption, si elle n'est pas enrayerée, continuera à alimenter l'instabilité politique et sociale en Haïti. Elle prive la grande majorité des Haïtiens d'une distribution adéquate d'énergie électrique, d'une éducation de qualité à tous ses fils et filles, de l'eau potable et d'opportunités économiques et sociales. Pour renverser ce phénomène dévastateur, le nouveau leadership haïtien mène une lutte acharnée contre la corruption.

S'agissant de l'administration publique, le Gouvernement s'attelle, à travers cinq priorités dégagées des objectifs du développement durable, de concert avec le Parlement, à renforcer les institutions républicaines pour mieux fournir aux citoyens l'accès aux services publics. Cette politique se concrétise par la Caravane du changement, une stratégie conçue pour fournir l'électricité 24 heures sur 24 à l'aide des énergies propres, reboiser le pays, gérer l'eau de surface, irriguer

les terres agricoles, curer les rivières, qui constituent une menace environnementale, et combler le déficit de logements et de 12 000 salles de classe à travers le pays.

Aussi, s'agissant de l'état de droit, les mesures en cours visent à garantir l'indépendance et à accroître l'efficacité de l'appareil judiciaire, à renforcer la lutte contre la corruption, la contrebande et l'impunité, à renforcer la sécurité publique par l'amélioration continue des capacités de la Police nationale, parallèlement à la remobilisation en cours des Forces armées d'Haïti, désormais dotées d'une nouvelle orientation clairement axée sur le développement, et ce conformément à la Constitution.

Si la communauté internationale a passé 13 années à appuyer la sécurité nationale et publique d'Haïti, si à chaque catastrophe naturelle les pays amis viennent au secours du peuple haïtien, cela indique que le pays a besoin d'une force de défense. C'est pourquoi Haïti, après le départ de la MINUSTAH par étapes, mettra en place une force militaire pour accomplir trois missions : une unité de génie capable de contribuer aux grands travaux d'infrastructure et qui peut intervenir après les catastrophes naturelles; une unité d'aviation capable de former des jeunes en mécanique aéronautique et en pilotage d'aéronefs et d'hélicoptères suite aux catastrophes naturelles; une unité médicale capable de soigner les victimes de catastrophes naturelles et de soigner les résidents des endroits les plus reculés.

Sur le plan économique, malgré la faiblesse des ressources nationales, le Gouvernement mobilise tous les leviers dont il dispose pour permettre à l'économie de renouer avec la croissance. Déjà, par un programme législatif conjoint des pouvoirs politiques, huit des neuf lois pour améliorer le climat des affaires ont été promulguées cette année. De même, par sa politique énergétique, mon administration prend les mesures nécessaires, mais politiquement périlleuses, pour remettre l'économie d'Haïti sur le chemin de la croissance et créer des emplois décents pour la population, surtout pour les jeunes qui sont inquiets pour leur avenir. Dans cette perspective, l'Office de management des ressources humaines, dans le cadre de la réforme de l'État, a débuté le recrutement sur concours de 12 000 jeunes cadres afin d'insuffler une nouvelle dynamique dans l'administration publique. Ils remplaceront les fonctionnaires qui sont en âge de retraite.

Nous sommes déterminés à fournir d'autres possibilités, surtout aux couches les plus vulnérables,

pour qu'elles n'aient pas à s'expatrier, parfois au péril de leur vie, à la recherche d'une meilleure condition d'existence. Il est inadmissible qu'Haïti soit un pays que les jeunes fuient en quête d'opportunités, tant la corruption et la destruction des institutions nationales ont élargi l'écart entre le citoyen et l'État. C'est pour nous l'occasion de remercier tous les pays amis de la région qui accueillent des migrants haïtiens sur leur territoire. Aussi, continuerons-nous de contribuer activement aux efforts engagés par la communauté internationale en vue de l'adoption, en 2018, d'un pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

Le Gouvernement haïtien a entrepris des efforts pour la redynamisation du secteur agricole. À travers la stratégie dite « Caravane du changement », tous les départements géographiques bénéficieront des actions des pouvoirs publics en vue de mettre en valeur leur potentialité de développement économique et social. Nous avons déjà démarré dans une partie de l'Artibonite, dans le sud, la Grand'Anse et les Nippes. Par cette stratégie, l'État, jadis moribond, entreprend en série des travaux longtemps négligés, mais qui sont indispensables. Nous entendons mener toutes les actions nécessaires pour stopper la dégradation accélérée de l'environnement et rendre Haïti plus résiliente au changement climatique, améliorer les infrastructures publiques essentielles, accroître la prestation des services de base à la population, et stimuler le secteur privé et l'investissement direct étranger. Il s'agit, surtout, de créer les conditions propices à une croissance forte, soutenue, inclusive et créatrice d'emplois. Notre objectif, à terme, est de faire d'Haïti une destination d'investissement.

Le peuple haïtien est conscient d'être le premier responsable de son développement, qu'il lui appartient d'organiser son pays souverainement. Toute notre action, sur le plan économique, se focalise sur une utilisation rationnelle de nos moyens. Nous sommes en train de faire le maximum avec le peu dont nous disposons.

Tout en remerciant vivement l'ONU pour son engagement en Haïti, je m'en voudrais de ne pas rappeler deux situations fort regrettables qui ont résulté de sa présence dans le pays. D'une part, les actes odieux d'exploitation et de violence sexuelles commis par certains soldats de la paix ou d'autres membres du personnel et, d'autre part, l'introduction de l'épidémie de choléra en Haïti. Ces conséquences fâcheuses de la démonstration de solidarité internationale impliquent, comme l'ONU l'a déjà reconnu, l'obligation morale

d'adopter des mesures susceptibles de fournir les ressources nécessaires en vue de l'élimination du choléra en Haïti.

L'amélioration du système de santé, notamment l'éradication du choléra, constitue l'une des priorités du Gouvernement haïtien. Malgré les récents progrès enregistrés, la liste des victimes de cette épidémie, dont le nombre se situe autour de 10 000, continue malheureusement de s'allonger. Et les orphelins du choléra se comptent par dizaines de milliers. Le moment est donc venu pour l'ONU de donner tout son sens à ses nobles idéaux, fondamentalement basés sur le respect des droits humains, en prenant toutes ses responsabilités dans une situation qui a causé de graves préjudices au peuple Haïtien. Il est grand temps que soient honorés les engagements pris par l'ONU en vertu de la nouvelle approche préconisée par le Secrétaire général, et que l'Assemblée générale a approuvée, dans la lutte contre l'épidémie du choléra. Nous nous associons donc à l'appel urgent lancé par le Secrétaire général António Guterres pour la dotation du Fonds d'affectation spéciale, en vue de la mise en œuvre intégrale des deux volets de ladite nouvelle approche.

Nous saluons également la décision de l'Assemblée générale de réaffecter une enveloppe de 40,5 millions de dollars provenant du budget 2015-2016 de la MINUSTAH à la lutte contre cette épidémie. Nous souhaitons que cet exemple soit suivi par d'autres partenaires internationaux. Nous voulons assurer une prestation adéquate de soins aux malades, l'indemnisation prévue des victimes et de leurs proches, ainsi que l'aménagement des systèmes d'adduction d'eau potable et d'assainissement en Haïti par la Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement.

La République d'Haïti s'engage, résolument, dans la voie du progrès et du renforcement de l'état de droit. Certes, il reste encore des chantiers inachevés. Le nouveau leadership d'Haïti ne ménagera aucun effort pour entreprendre les grandes transformations nécessaires pour relever l'État de sa douloureuse et pénible léthargie. Le Gouvernement haïtien œuvre inlassablement pour garantir la sécurité et le bien-être de sa population. Ce sont les conditions indispensables pour atteindre les objectifs de développement durable.

La stabilité politique est le premier des biens publics, comme je l'ai bien dit dans ma campagne électorale. À cet effet, j'entends poursuivre le dialogue que j'ai entamé la semaine dernière sur l'institutionnalisation de la vie politique auquel presque

tous les partis politiques représentés au Parlement et dans les collectivités territoriales ont pris part. De même, dans les semaines qui suivent, mon administration entreprendra les états généraux sectoriels de la nation en vue d'instaurer la stabilité requise pour entreprendre un programme de développement économique et social sur une période de 25 ans, au moins.

Les acteurs économiques, politiques et sociaux haïtiens sont conscients de l'impérieuse obligation qui leur est faite de préconiser la paix sociale en vue de réaliser le destin qui est réservé à notre noble et grande nation, la République d'Haïti, le berceau de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République d'Haïti de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Jovenel Moïse, Président de la République d'Haïti, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Moon Jae-in, Président de la République de Corée

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Corée.

M. Moon Jae-in, Président de la République de Corée, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Moon Jae-in, Président de la République de Corée, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Moon (*parle en coréen; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Tout d'abord, au nom du peuple et du Gouvernement coréens, je tiens à saisir cette occasion pour exprimer ma plus profonde sympathie aux victimes du tremblement de terre qui a frappé le Mexique le 19 septembre ainsi qu'à leurs familles et au peuple et au Gouvernement mexicains.

J'exprime mon respect et ma gratitude à tous les États Membres et au personnel du Secrétariat pour leurs contributions à la paix et à la sécurité mondiales.

Je félicite M. Miroslav Lajčák de son élection en tant que Président de l'Assemblée générale à sa

soixante-douzième session. Je suis sûr que, sous son excellente direction, la présente session produira de nombreux résultats tangibles.

Je souhaite également plein succès au Secrétaire général António Guterres. La République de Corée appuie fermement les objectifs de l'ONU s'agissant de la prévention des conflits et de la pérennisation de la paix. J'espère assister, durant le mandat du Secrétaire général Guterres, à une véritable renaissance de l'ONU afin qu'elle soit encore plus forte et plus à même de promouvoir la paix et la prospérité pour tous les peuples.

La préparation de cette allocution a été pour moi l'occasion de réfléchir à l'esprit de l'ONU et à la mission commune qui est la nôtre. L'ONU est sans doute une des plus belles inventions institutionnelles de l'intelligence humaine. Elle est née pour préserver les générations futures du fléau de la guerre et a inlassablement relevé les défis auxquels l'humanité a été confrontée au cours des 70 dernières années. Le rôle de l'ONU au sein de la communauté internationale et les contributions qu'elle y apporte continueront de s'accroître au fil du temps. Aujourd'hui, le nombre de questions transnationales ne cesse de croître, et aucun pays ne peut les résoudre seul. C'est pourquoi, pour trouver des solutions à tous les problèmes auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés, nous devons réellement respecter l'esprit de l'ONU.

À cette fin, j'espère que tout le monde prêtera attention à la République de Corée, située sur la partie australe de la péninsule coréenne, à la pointe orientale du continent eurasiatique. Je pense que les rassemblements aux chandelles qui ont eu lieu l'hiver dernier en République de Corée ont été le point de départ d'un moment historique qui incarne le triomphe magnifique de l'esprit de l'ONU. Opposant la force de la coopération et de la solidarité aux difficultés, les rassemblements nous ont permis fait avancer sur la voie d'un avenir auquel l'humanité aspire. Certains se souviennent peut-être des images des rassemblements aux chandelles montrées par les médias : des rues envahies de millions de lumières; des gens y exprimant librement leurs opinions et se joignant à des discussions à chaque coin de rue, où on chantait, dansait et peignait; les visages radieux des parents tenant leurs enfants par la main pour rejoindre les rassemblements; et la fierté des jeunes qui ont ramassé les déchets laissés dans les rues après les rassemblements. Toutes ces scènes étaient une expression à part entière de la paix et de la démocratie.

La révolution des bougies en Corée a commencé sur une place publique, où le désir de rétablir la démocratie et la Constitution a éveillé l'intelligence collective des citoyens. J'ai moi-même participé aux rassemblements, en tant que simple citoyen. Le peuple coréen a réalisé la démocratie de la manière la plus pacifique et la plus belle qui soit. Il a montré que le pouvoir de la souveraineté populaire est la quintessence de la démocratie. Il a également montré que le pouvoir de la paix peut apporter de plus grands changements au monde, contrairement à la violence.

La nouvelle Administration de la République de Corée est le fruit de la révolution des bougies. Au-delà de l'importance conférée par une élection démocratique, cela veut dire que cette administration est née de la participation du peuple et de ses aspirations, ainsi que de sa prise de conscience du fait que le pays lui appartient. Je suis aujourd'hui devant l'Assemblée au nom de cette administration. Je suis à la fois profondément reconnaissant et fier du fait que, bien qu'elle soit devenue une démocratie sur le tard, la République de Corée a donné au monde un regain d'espoir dans cette forme de gouvernement. S'appuyant aujourd'hui sur cette force nouvelle, la République de Corée entend jouer un rôle actif dans la lutte contre les problèmes non résolus que doit affronter la communauté internationale.

La République de Corée a toujours fait équipe avec l'ONU. Depuis sa proclamation en 1948, la République de Corée a reçu une aide considérable de la part de l'ONU, pendant la guerre de Corée et durant le processus de reconstruction qui a suivi. Même s'il a fallu attendre 1991 pour que la République de Corée puisse devenir Membre de l'ONU, le pays a assumé son rôle et ses responsabilités d'État Membre plus vite qu'aucun autre pays, en l'espace d'une seule génération. Depuis 1993, la Corée participe sans interruption aux opérations de maintien de la paix. En tant que Présidente de la Commission de consolidation de la paix pour cette année, elle met l'accent sur l'élimination des causes profondes des conflits.

Ces cinq dernières années, la République de Corée a multiplié par 15 son aide financière aux réfugiés, et l'année dernière, elle a rejoint le club des pays dont l'aide au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés est supérieure à 20 millions de dollars. Accélération aujourd'hui la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques et modifiant sa politique énergétique, le Gouvernement coréen est également en train de prendre la tête des efforts

des pays en développement en matière de lutte contre les changements climatiques, par l'intermédiaire de l'Institut mondial de la croissance verte et du Fonds vert pour le climat. En outre, mon administration a honoré son objectif d'attribuer 30 % des postes de ministre à des femmes, donnant ainsi une impulsion aux efforts visant à réaliser l'égalité des sexes – un des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Au cours des années à venir, la République de Corée augmentera sensiblement ses contributions à l'ONU dans tous les secteurs. Entre autres choses, il est réellement significatif que le thème de la présente session de l'Assemblée générale – « Priorité à l'être humain : paix et vie décente pour tous sur une planète préservée » – corresponde pleinement à la philosophie de gouvernance de la nouvelle Administration de la République de Corée. « L'être humain passe en premier » est le slogan que j'utilise depuis plusieurs années pour traduire ma philosophie politique, et l'être humain est au centre de toutes les politiques de ma nouvelle administration. Celle-ci est en train de mettre en place des mesures audacieuses pour modifier le modèle économique afin de lutter contre les inégalités économiques qui font obstacle à la croissance et à la cohésion sociale. Nous sommes en train d'élaborer des politiques économiques axées sur l'augmentation des revenus des personnes et des familles, et de promouvoir une économie au sein de laquelle la création d'emplois est le moteur de la croissance et où toutes les personnes jouissent de l'égalité des chances et des fruits de la croissance. C'est ce que nous appelons une économie centrée sur la population. Les efforts déterminés que déploie mon administration pour réaliser une croissance sans exclusive ne se limiteront pas au territoire national. Conformément à ce nouveau modèle, la République de Corée offrira son appui aux pays en développement pour promouvoir leur développement durable.

Je suis né dans une ville de réfugiés en pleine guerre de Corée. Cette guerre civile, qui s'est transformée en un conflit international, a dévasté la vie d'innombrables personnes. Plus de 3 millions de personnes ont été tuées, et un grand nombre de survivants ont été privés d'une vie décente. Mon père était l'un d'entre eux. Mon père, qui pensait qu'il s'agissait d'un refuge temporaire à l'époque, n'a jamais pu retourner dans sa ville natale avant son décès. Je viens d'une de ces familles séparées – ces victimes dont les droits fondamentaux ont été violés du fait de la guerre. Et cette guerre n'est pas encore complètement terminée.

La guerre de Corée, qui était au départ une ramification de la guerre froide, se poursuit à ce jour. Même si la guerre froide a pris fin et que l'accord d'armistice coréen a été conclu il y a 64 ans, la guerre continue sous la forme d'un cessez-le-feu précaire sur la péninsule – le dernier vestige de la guerre froide en Asie du Nord-Est. À mesure que les tensions montent en Asie du Nord-Est du fait de la question du nucléaire et des missiles nord-coréens, le souvenir de la guerre et des blessures qu'elle a infligées se ravive, et les cœurs qui aspirent à la paix s'emplissent de douleur. Telle est la réalité de la République de Corée dans la péninsule coréenne en septembre 2017.

Pour moi, Président du seul pays physiquement divisé au monde, la paix est une vocation et un devoir historique. Je représente mes concitoyens, qui, à travers la révolution des bougies, ont envoyé un message de paix à ce village planétaire marqué par des guerres et des conflits sans fin. Dans le même temps, on m'a confié la responsabilité de protéger le droit de mon peuple à la paix et à une vie paisible, qui est une valeur universelle. Pour ces raisons, j'espère que la Corée du Nord réussira d'elle-même à choisir la voie de la paix. Je crois que la paix, lorsqu'elle est choisie librement, devient naturellement solide et durable. Plus que toute autre chose, je suis reconnaissant que mes convictions soient partagées par la communauté internationale.

Malgré les injonctions et les avertissements concertés de la communauté internationale, et à notre grand désarroi et notre profonde indignation, la Corée du Nord a récemment mené son sixième essai nucléaire et procédé à de nouvelles provocations en effectuant plusieurs tirs de missiles. À la suite de cet essai nucléaire, le Gouvernement coréen a convaincu les pays, à l'intérieur et à l'extérieur de la région, de la nécessité d'adopter des sanctions plus strictes et de faire pression sur la Corée du Nord pour qu'elle mette fin à ces activités et s'engage dans la voie du dialogue. Je remercie vivement le Conseil de sécurité d'avoir adopté à l'unanimité et avec une rapidité inédite la résolution 2375 (2017), qui impose à la Corée du Nord des sanctions plus dures que toutes les résolutions précédentes. Cela reflète clairement l'indignation de la communauté internationale, et le fait qu'elle s'exprime d'une seule voix sur la question du nucléaire nord-coréen et les problèmes dans la péninsule coréenne. Une fois encore, en tant que représentant de la partie directement concernée par les problèmes dans la péninsule coréenne, je tiens à remercier la communauté internationale de sa compréhension et de son appui à la position du Gouvernement coréen.

En dépit du fait que la Corée du Nord viole de manière flagrante ses obligations et ses engagements en vertu de la Charte des Nations Unies, le Gouvernement coréen et la communauté internationale s'emploient par tous les moyens et avec la plus grande détermination à régler la question du nucléaire nord-coréen par des moyens pacifiques. Les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité qui imposent des sanctions contre la Corée du Nord et définissent le principe d'un règlement pacifique, diplomatique et politique de la question du nucléaire nord-coréen, font également partie de ces efforts.

En ce lieu, l'Assemblée générale, où les nations s'engagent à se mobiliser pour la paix mondiale et la prospérité de tous les peuples, je voudrais une nouvelle fois dire très clairement ce qui suit à la Corée du Nord et à la communauté internationale: nous ne voulons pas l'effondrement de la Corée du Nord. Nous ne chercherons pas à procéder à la réunification par absorption ou par des moyens artificiels. Si la Corée du Nord prend la décision, même à ce stade, de se ranger du bon côté de l'histoire, nous sommes prêts à l'aider avec le concours de la communauté internationale. La Corée du Nord doit au plus vite reconnaître ces faits immuables. Elle doit immédiatement cesser de prendre des décisions irresponsables qui risquent de mener à son isolement et à sa chute, et elle doit opter pour le dialogue. J'engage instamment la Corée du Nord à abandonner ses politiques hostiles contre d'autres pays et à renoncer à son programme d'armes nucléaires d'une manière vérifiable et irréversible.

La communauté internationale doit également intensifier ses efforts. Elle doit continuer à réagir fermement et sévèrement jusqu'à ce que la Corée du Nord renonce à son programme nucléaire de sa propre initiative. Toutes les nations doivent appliquer rigoureusement les résolutions relatives aux sanctions du Conseil de sécurité et chercher de nouvelles mesures au cas où la Corée du Nord se livrerait à de nouvelles provocations. Il importe aussi de gérer la situation de manière stable. Tous nos efforts visent à prévenir le déclenchement d'une guerre et à maintenir la paix. À cet égard, la question nucléaire de la Corée du Nord doit être gérée dans le calme afin d'éviter une trop forte escalade des tensions et des affrontements militaires accidentels qui détruisent la paix.

Nous devrions tous nous rappeler ce que disait l'ancien Président des États-Unis, Ronald Reagan : « La

paix n'est pas l'absence de conflit, c'est la capacité de traiter des conflits par des moyens pacifiques ».

Je voudrais faire une demande spéciale aux États Membres de l'Organisation des Nations Unies, et en particulier au Conseil de sécurité: pour régler fondamentalement la question nucléaire nord-coréenne, il faut appliquer sur la péninsule coréenne et en Asie du Nord-Est l'esprit fondamental propre à une communauté vivant dans la sécurité, tel qu'énoncé dans la Charte des Nations Unies. Le pilier fondamental de la sécurité en Asie du Nord-Est et le multilatéralisme doivent être judicieusement combinés.

L'esprit de l'Organisation des Nations Unies consiste à réaliser la paix mondiale par le dialogue multilatéral. C'est sur la péninsule coréenne que cet esprit fait le plus cruellement défaut. C'est pour le maintien de la paix que l'ONU a été créée, c'est ce vers quoi elle tend et c'est qu'elle est en train de concrétiser. Nous avons besoin que l'ONU joue un rôle plus actif dans la péninsule coréenne. Le rôle le plus important demandé à l'ONU aujourd'hui est d'élaborer des mesures fondamentales pour mettre fin au cercle vicieux de provocations grandissantes et de sanctions renforcées.

À maintes reprises, j'ai annoncé une nouvelle carte économique pour la péninsule coréenne et une nouvelle vision pour l'économie du Nord. Je crois qu'il n'y aura de paix et de prospérité véritables en Asie du Nord-Est que lorsque, d'une part, se consolideront les bases d'une communauté économique de l'Asie du Nord-Est, et, d'autre part, se concrétisera la coopération multilatérale en matière de sécurité.

Il s'était écoulé 1500 ans lorsque les Jeux olympiques ont été rétablis en 1896. C'est la soif de paix qui a suscité la renaissance des Jeux olympiques. L'histoire des Jeux olympiques modernes a commencé avec la grande émotion des premiers Jeux olympiques organisés à Athènes sur la péninsule des Balkans, qui était autrefois le centre de conflits. D'ici cinq mois, les Jeux olympiques d'hiver auront lieu à PyeongChang, en République de Corée. Il s'agit de la première d'une série de Jeux olympiques qui se tiendront en Asie du Nord-Est : PyeongChang en 2018, Tokyo en 2020 et Beijing en 2022. J'espère que ces trois Jeux olympiques seront l'occasion de promouvoir la paix et la coopération économique en Asie du Nord-Est, où coexistent les vestiges de la guerre froide et l'espoir d'un avenir meilleur, mais qui est aussi le théâtre d'affrontements et de coopération. La République de Corée est prête à faire tout son possible à cette fin.

M. Hilale (Maroc), Vice-Président, assume la présidence.

Je voudrais demander aux membres de l'Assemblée d'imaginer un instant des personnes du monde entier éprises de paix et de sport rassemblées à PyeongChang, qui n'est qu'à 100 kilomètres de la zone démilitarisée, symbole de division et d'affrontement dans la péninsule coréenne. Les chefs d'État et de gouvernement venus du monde entier échangeront des vœux d'amitié et d'harmonie. Mon cœur s'emplit de joie lorsque j'imagine des athlètes nord-coréens défilant dans le stade lors de la cérémonie d'ouverture, une équipe conjointe de Coréens du Sud et du Nord les accueillant avec enthousiasme aux côtés de gens venus du monde entier, les contemplant le sourire aux lèvres. Ce n'est pas un rêve impossible.

Pour que cela devienne réalité, je ferai de sincères efforts jusqu'à la fin, en coopération avec le Comité international olympique, afin d'accueillir les Nord-Coréens aux Jeux olympiques d'hiver de PyeongChang. J'espère que PyeongChang deviendra une autre bougie à allumer. Comme les bougies que le peuple coréen a brandies durant la crise de la démocratie, je crois que PyeongChang deviendra une lueur qui jettera de la lumière sur la paix lorsque la paix sera menacée. J'espère que tous les États Membres et l'Organisation des Nations Unies allumeront leurs bougies. J'espère qu'ils mettront leurs cœurs et leurs esprits au service de la paix.

Aujourd'hui, avec cette promesse sincère, j'invite les chefs d'État et de gouvernement du monde entier à venir à PyeongChang. Les mesures qu'ils prennent, ensemble, deviendront une marche pour la paix. Je suis impatient de les voir tous à PyeongChang l'année prochaine.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Corée de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Moon Jae-in, Président de la République de Corée, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution du général Michel Aoun, Président de la République libanaise

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République libanaise.

Le général Michel Aoun, Président de la République libanaise, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. le général Michel Aoun, Président de la République libanaise, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Aoun (*parle en arabe*) : Je tiens d'emblée à féliciter M. Miroslav Lajčák pour son élection à la présidence de la présente session de l'Assemblée générale. Je lui souhaite plein succès dans ses entreprises. Je remercie également S. E. M. Peter Thomson pour la sagesse avec laquelle il a guidé les travaux de la session précédente.

Je félicite le Secrétaire général, M. Guterres, des efforts qu'il déploie pour revitaliser le rôle de l'Organisation des Nations Unies. Nous sommes aujourd'hui à New York, en ce mois de septembre où l'on ne peut que se remémorer les événements tragiques qui ont eu lieu il y a 16 ans, lorsque le terrorisme a frappé cette ville causant des milliers de victimes. Depuis cette tribune, je renouvelle ma solidarité avec leurs familles et toutes celles meurtries par le fanatisme à travers le monde.

Ce triste événement a été le point de départ d'une guerre internationale contre le terrorisme, une guerre qui s'est ramifiée, déviant de ses objectifs et mettant le feu dans beaucoup de pays, surtout au Moyen-Orient. Certains ont été visés directement, d'autres indirectement mais tous ont subi de lourdes conséquences. Une de ses conséquences, et non des moindres, a été de faire éclore et de nourrir un fanatisme des plus redoutables et dont le but est d'exterminer l'humain, la civilisation et la culture. Ce fanatisme a exercé les crimes les plus sanguinaires sur les peuples de notre région et n'a épargné ni les civils, ni les femmes, ni les enfants, ni les personnes âgées. Et bien sûr aucun site archéologique, culturel ou religieux n'a échappé au massacre. Ce terrorisme d'un genre nouveau s'est étendu pour frapper au cœur des cinq continents de façon aveugle et avec des méthodes d'une cruauté inégalée. Ses crimes dépassent toutes les traditions, les conventions et les lois internationales. Et personne ne peut prédire quelles en seront les limites et quand il prendra fin.

Dès le début du conflit syrien, il était évident que le Liban allait en subir directement les conséquences. On a décidé qu'il ferait partie de la liste des pays arabes

à être déstabilisés par le terrorisme. Pourtant, le Liban a réussi à éviter l'implosion en préservant son unité nationale et sa sécurité intérieure malgré les divisions politiques aiguës qui sévissaient. Personne n'a franchi la ligne rouge qu'il s'était imposée tacitement. Le pays est resté uni et stable malgré l'arrivée clandestine sur son territoire de terroristes qui se sont organisés en groupuscules armés dans certaines villes et régions. Le Liban a réussi, avec toutes ses forces actives, à les éliminer progressivement. Et, dernièrement, notre armée vient de mener une guerre ultime à nos frontières avec la Syrie et de remporter une grande victoire contre les groupes terroristes de Daech, du Front el-Nosra et d'autres, libérant tout le territoire libanais de leur présence armée.

Reste que le Liban supporte encore aujourd'hui un poids considérable qui dépasse ses forces. En effet, le peuple libanais a prouvé ô combien il était humain et responsable en accueillant dans ses maisons, ses écoles et ses hôpitaux un nombre considérable de Syriens. Il a partagé avec eux, au cours de ces dernières années, ses faibles moyens de subsistance, tandis que le taux de chômage doublait. Je tiens à préciser, ici, que plus de la moitié des écoles publiques du Liban ont doublé leur temps de travail pour accueillir les enfants libanais le matin et les enfants syriens l'après-midi.

Le Liban est un petit pays qui a une forte densité de population et peu de ressources. La crise économique mondiale l'a touché de plein fouet. À cela se sont ajoutées les guerres dans la région, qui l'ont encerclé, l'empêchant de se tourner vers les pays arabes qui jouaient un rôle économique de premier plan. Puis avec l'arrivée des vagues de réfugiés puis de migrants, sa population a augmenté de 50%. Ainsi aujourd'hui, pour deux Libanais, il y a un migrant ou un réfugié. La densité de sa population est passée de 400 à 600 habitants au mètre carré, le tout sur une surface de 10 452 kilomètres carrés. Cette situation a eu un effet très néfaste sur l'économie du pays mais a aussi contribué à augmenter la criminalité en tout genre.

Plus grave encore, les terroristes ont utilisé certains rassemblements de migrants comme refuge, les transformant en foyers réceptifs à partir desquels ils perpétuent leurs attentats, tuant des innocents au Liban. D'où l'urgence d'organiser le retour des migrants dans leur pays, d'autant que la majorité des régions syriennes d'où ils sont venus sont à présent sécurisées.

Certains préconisent un retour volontaire mais nous préférons parler de retour sécurisé, et nous faisons

bien la différence entre ces deux termes. Le Groupe international de soutien pour la Syrie a bien fait la distinction à ce sujet précisant qu'un retour est volontaire ou sécurisé selon les raisons qui ont provoqué le départ du pays. Il est volontaire dans le cas des rares réfugiés qui quittent leur pays pour des raisons politiques qui mettent leurs vies en danger et qui demandent et obtiennent du pays refuge le droit d'asile.

Ce n'est pas le cas au Liban où une population est arrivée en masse sur nos terres pour des raisons sécuritaires et économiques, pour échapper aux dangers de la guerre. Nous préférons par conséquent parler de « déplacement » et non d'asile. Cette présence n'a pas fait l'objet du consentement du pays hôte et ne s'est pas limitée à quelques demandes d'asile individuelles. Il s'agit plutôt d'une forme d'invasion de population. Prétendre que ces personnes ne seront pas en sécurité dans leur pays est à présent une excuse irrecevable. D'une part parce que environ 85 % du territoire syrien est désormais sous contrôle de l'État. D'autre part, parce que si l'État syrien est en train d'œuvrer à la réconciliation avec les rebelles et d'anciens groupes armés en leur donnant le choix de rester dans leurs villages ou de s'installer dans d'autres régions du pays, il en fera de même avec ceux qui ont fui les atrocités de la guerre. Et ce qui s'est passé dernièrement au Liban le confirme.

J'ajouterai également que les migrants vivent au Liban dans la misère et avec des risques sanitaires importants malgré notre soutien et toutes les aides internationales. Nous ne pouvons malheureusement pas améliorer leurs conditions de vie en raison de leur grand nombre et de nos faibles capacités. Il serait préférable que l'aide fournie par l'ONU pour les maintenir dans des camps de misère serve désormais à les aider à rentrer dans leur pays.

En plus des migrants syriens, le Liban supporte la présence sur son sol de 500 000 Palestiniens qui ont été chassés de leurs terres il y a 69 ans et qui depuis attendent leur retour en Palestine. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient est sur le point de faire faillite et aucune initiative en faveur de la concrétisation de la solution des deux États, que ce soit de la part de l'ONU ou du Conseil de sécurité, n'est visible à l'horizon. Bien au contraire, aucune organisation internationale n'arrive à empêcher Israël de continuer ses constructions et ses colonisations dans les territoires occupés. En conséquence, le combat

ne peut que persévérer car personne ne peut faire taire un peuple que l'on a spolié de son identité et de sa terre.

Israël répond depuis toujours à toute tentative de solution par la force militaire et la spoliation du droit. Le Liban en est le meilleur témoin puisque Israël viole sa souveraineté et la résolution 1701 (2006) de façon permanente. Dernièrement, l'armée de l'air israélienne a bombardé la Syrie à partir de l'espace aérien libanais. Puis elle a simulé une attaque, survolant la ville de Saïda à basse altitude, semant la panique et provoquant des dégâts matériels en passant le mur du son. Ajoutons à cela l'implantation d'appareils d'espionnage sur le sol libanais. Ce comportement n'est pas nouveau puisqu'il dure depuis sept décennies. Pas moins de 100 intrusions par voie terrestre, maritime et aérienne dans le territoire libanais sont enregistrées chaque mois. À chaque fois, le Liban porte plainte auprès du Conseil de sécurité pour ces violations contre sa souveraineté, mais ce dernier n'arrive jamais y mettre fin.

Ces sept décennies de guerres israéliennes ont prouvé que ni les canons, ni les chars, ni les avions n'apportent de solution ni de paix. Il ne saurait y avoir de paix sans justice, pas plus qu'il ne saurait y avoir de justice sans respect du droit. Le crime commis envers les Palestiniens en les chassant de leurs terres ne sera jamais réparé par un nouveau crime commis envers les Libanais. Le Liban ne peut devenir une patrie de substitution pour ces Palestiniens. Ils doivent garder pleinement leur droit au retour dans leur pays. Et la volonté d'entraver l'action de l'UNRWA n'est qu'une première mesure visant à occulter la question des réfugiés, pour aboutir à leur installation de fait sur le sol libanais. Or jamais le Liban n'acceptera l'implantation ni de réfugiés, ni de migrants sur sa terre, quel qu'en soit le prix. Le choix nous appartient, et c'est à nous seuls d'en décider.

Toutes ces guerres ont causé des plaies sans fin dans les sociétés, entre les individus, et ont mis fin aux pensées sociales évoluées. Elles ont fait éclater le concept du vivre ensemble, de la solidarité, de l'esprit du pardon et de l'acceptation de l'autre à travers le monde. De plus, prise en otage par la pauvreté et la misère, notre région est devenue le creuset du fanatisme, donnant naissance à des crises sans fin et de plus en plus aiguës. D'où l'importance d'accompagner chaque proposition de paix de plans socioéconomiques aptes à générer la croissance et à permettre aux peuples de la région de vivre dans la dignité.

C'est pourquoi j'appelle à réfléchir sérieusement à un projet de marché commun du Levant, capable d'assurer à la fois le développement et la liberté. Le Liban est un monde en miniature, de par la diversité à la fois de son peuple et des cultures qui le composent. De multiples civilisations se sont succédé sur sa terre depuis des siècles, en commençant par la civilisation araméenne, qui parlait la langue du Christ, pour arriver à la civilisation arabe, qui parle celle du Prophète, en passant par les civilisations phénicienne, romaine, grecque, latine, perse et de la vallée du Nil. J'ajoute à cela que le peuple libanais rassemble toutes les confessions musulmanes et chrétiennes. Il a connu la guerre et ses conséquences, la paix et ses avantages. Il a réussi le défi du vivre ensemble pour devenir ce foyer où tous les pays du monde peuvent se réunir et dialoguer.

À la fin de la Première Guerre mondiale fut créée la Société des Nations dans le but de préserver la paix dans le monde. Elle a échoué et la Deuxième Guerre mondiale eut lieu moins de deux décennies plus tard. À la place fut instaurée l'Organisation des Nations Unies avec pour but premier la résolution pacifique des conflits entre les nations pour éviter les guerres. Aujourd'hui, on peut se poser la question : a-t-elle réussi à relever ce défi? La réponse hélas est facile à trouver et le monde actuel en est l'illustration.

La troisième guerre mondiale a pris une nouvelle forme. Il ne s'agit plus d'une guerre entre les nations mais de guerres intestines destructrices. La majorité des pays atteints l'ont été pour des raisons religieuses et ethniques dues au fanatisme et au refus de la différence. Le redécoupage des pays selon des normes religieuses et ethniques n'est absolument pas la solution et ne peut qu'entraîner des guerres sans fin. Les conséquences de ce genre de frontières sont redoutables car elles ne font qu'augmenter le fanatisme, le racisme, et donc les conflits. La solution doit provenir d'un changement intellectuel et culturel.

Nous avons éminemment besoin d'une nouvelle organisation chargée de la culture de la paix, qui favoriserait le partage et le savoir vivre ensemble. L'individu saura alors respecter la liberté de pensée, de conscience et de religion de l'autre ainsi que son droit à la différence. Alors, cette culture nouvelle pourra se dresser face au terrorisme, favorisant la paix entre les peuples et les nations. Rapprocher les hommes consolide les sociétés; le langage du dialogue aidera à éviter les conflits.

Le Liban est plus qu'un pays, il est un message de tolérance, l'antidote au poison du fanatisme. Se singularisant par sa diversité, il est en totale opposition aux tentatives de pensée unique telle que Daech et toutes les sociétés bâties sur le même principe. Le rôle des Nations Unies est de combattre ces idéologies. Attention, elles n'ont plus de frontière et sont devenues comme des virus qui se propagent électroniquement à travers tous les réseaux de communication du monde.

Pour toutes ces raisons, je propose la candidature du Liban en tant que siège officiel et permanent du dialogue entre les civilisations, les religions et les ethnies, une organisation dépendant des Nations Unies, en espérant que les États Membres apporteront leur soutien à cette candidature quand elle sera présentée. Réalisons ensemble la belle ambition des Nations Unies, une assemblée de nations œuvrant pour construire un monde où règnent la paix et la stabilité.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République libanaise de l'allocution qu'il vient de prononcer.

Le général Michel Aoun, Président de la République libanaise, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Nicos Anastasiades, Président de la République de Chypre

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Chypre.

M. Nicos Anastasiades, Président de la République de Chypre, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Nicos Anastasiades, Président de la République de Chypre, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Anastasiades (parle en anglais) : D'emblée, je voudrais transmettre les félicitations de mon gouvernement à M. Miroslav Lajčák à l'occasion de son élection en tant que Président de l'Assemblée générale à sa soixante-douzième session et l'assurer de notre appui sans faille dans le cadre de son mandat.

Parallèlement, je tiens à féliciter une fois de plus le Secrétaire général António Guterres de son accession à ses nouvelles fonctions, depuis le 1^{er} janvier. Le

Gouvernement chypriote et moi-même avons pleine confiance dans ses capacités et sa vision. À cet égard, nous sommes prêts à fournir toute l'assistance nécessaire à la réalisation de notre objectif commun qui est celui de la promotion des valeurs et principes de l'Organisation des Nations Unies en cette période de profonde incertitude et de grande instabilité.

Comme les années qui l'ont précédée, 2017 a été marquée par des turbulences. Pour ne citer que quelques exemples, le terrorisme, les conflits régionaux, les migrations forcées, les effets alarmants des changements climatiques et les crises humanitaires sont autant de réalités qui exercent une énorme pression sur nos peuples et sur l'environnement. La nature humaine nous pousse à rechercher ce qui est dans notre meilleur intérêt et dans celui des générations futures, à savoir la préservation de notre planète, le règlement pacifique des conflits, la fin du terrorisme et de l'extrémisme, la prévention des catastrophes naturelles et des efforts conjoints pour atténuer les souffrances humaines incommensurables vécues de par le monde.

Il n'existe qu'une façon d'y parvenir, c'est le multilatéralisme. Nous sommes ici en tant que dirigeants du monde pour dire notre détermination et notre engagement à œuvrer en faveur d'un monde meilleur, via la coopération et les actions communes. Ce n'est que grâce à des efforts collectifs que nous pourrions régler des crises, comme celle qui nous oppose actuellement à la Corée du Nord et qui menace la résilience de nos régimes de non-prolifération et de désarmement, ainsi que l'architecture de paix et de sécurité de la région et au-delà.

La coopération multilatérale internationale est également indispensable pour faire face au fléau du terrorisme. Les attaques terroristes sont malheureusement devenues monnaie courante dans notre monde : de Bagdad à Kaboul, de Paris au Caire, de Barcelone à Londres, nos villes et nos citoyens sont la cible d'actes lâches d'agression asymétrique. Parallèlement à l'adoption de mesures de sécurité renforcées, il est essentiel de prévenir et de combattre la radicalisation et l'extrémisme violent au sein de nos sociétés grâce à l'éducation, au dialogue, à la croissance économique et à l'inclusion sociale.

Il n'y a pas de sécurité sans développement, et il n'y a pas de développement sans sécurité. Renforcer la résilience de nos sociétés est un aspect essentiel de nos efforts multilatéraux, et, à cet égard, notre détermination à mettre en œuvre le Programme de développement

durable à l'horizon 2030 doit rester au premier rang de nos priorités. Le développement durable, c'est la solution centrale pour nous attaquer aux causes profondes des migrations forcées, qui, au cours des deux dernières années, ont dominé l'ordre du jour mondial, non sans raison. Cette crise exerce des pressions non seulement sur nos gouvernements, mais aussi sur nos sociétés, tout en modifiant la façon dont nous conduisons notre dialogue politique. Pour difficile que puisse sembler la situation, nous ne devons pas perdre de vue le tableau général, qui n'est autre que le besoin de solidarité et de partage du fardeau.

Tout ce que je viens de mentionner, de même que les défis supplémentaires auxquels nous sommes confrontés, pointent dans le même sens : nous avons besoin d'un système de gouvernance mondiale juste, efficace et effectif. À cet égard, nous sommes ici pour réaffirmer notre attachement à un ordre mondial fondé sur le droit international et centré sur les principes consacrés par la Charte des Nations Unies, à savoir un ordre mondial qui garantit que la paix, la sécurité, les droits de l'homme et le développement durable demeurent les plus importantes valeurs que nous nous engageons à préserver et à défendre. Chypre estime que les priorités en matière de réforme définies par le Secrétaire général sont essentielles pour garantir, à une époque de scepticisme et tendances isolationnistes croissants, que le multilatéralisme demeure pertinent et efficace.

S'ils sont couronnés de succès, les trois piliers de la réforme, avec leurs processus distincts mais parallèles et complémentaires, nous fourniront un nouveau paradigme pour la prévention des crises avant qu'elles n'éclatent, grâce au renforcement et à l'amélioration du maintien et de la consolidation de la paix, de l'aide humanitaire et du développement et de la croissance à long terme.

Le thème de la présente session de l'Assemblée générale, à savoir « Priorité à l'être humain : paix et vie décente pour tous sur une planète préservée », est extrêmement pertinent pour mon pays, qui souffre encore du fléau de la guerre et de la persistance d'une violente division. À cet égard, nous sommes fermement convaincus que le pilier le plus vital pour parvenir à la paix entre États, au sein des régions et dans le monde est de respecter et de garantir l'indépendance, l'intégrité territoriale et la souveraineté pleines et sans entrave de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies - un pilier qui reprend l'une des dispositions les

plus indispensables de la Charte des Nations Unies, sa règle la plus fondamentale, à savoir l'interdiction de toute ingérence étrangère sur le territoire, dans la zone économique exclusive ou les affaires intérieures d'un État Membre indépendant et souverain de l'Organisation des Nations Unies. Ce n'est qu'en respectant cette norme que nous pourrions éviter les conflits entre États et les affrontements internes sanglants, lesquels créent à leur tour les conditions d'une déstabilisation, d'une violence et d'une incertitude persistantes.

L'un des pays qui continuent malheureusement de subir les conséquences de violations flagrantes des principes fondamentaux des Nations Unies est mon pays, la République de Chypre, qui, depuis l'invasion militaire de la Turquie en 1974, demeure sous occupation turque. Cette invasion a été menée sous prétexte de rétablir l'ordre constitutionnel après la tentative de coup d'État perpétrée par la junte militaire grecque contre le Président de la République. J'ai délibérément employé le mot « prétexte » car, au lieu de rétablir l'ordre constitutionnel, la Turquie a occupé 37% du territoire de Chypre et a expulsé plus d'un tiers des membres de la communauté chypriote grecque de la patrie de leurs ancêtres. Des milliers de personnes ont été assassinées et plus de 1 000 Chypriotes grecs sont portés disparus depuis 1974.

Par la force également, la Turquie a contraint tous nos compatriotes chypriotes turcs à quitter les zones contrôlées par le Gouvernement chypriote, où ils vivaient en paix, pour aller s'installer dans les régions occupées par la Turquie. Dans ce même contexte, et grâce à la présence de plus de 40 000 soldats turcs et de milliers de colons transplantés dans un effort délibéré de modifier la démographie de l'île, la Turquie a créé une entité illégale qu'elle contrôle et domine totalement sur le plan politique, économique, culturel et religieux.

Mon but n'est pas de jouer à faire des reproches. Au contraire, j'aurais voulu sincèrement être à même d'annoncer à l'Assemblée que mon plan pour parvenir à un règlement - que j'ai décrit à plusieurs reprises du haut de cette tribune - s'était concrétisé. Malheureusement, en dépit de notre position constructive, de nos efforts inlassables et indéfectibles et des progrès accomplis, le dernier cycle de négociations qui a été lancé en mai 2015 et qui a atteint son point culminant en juillet 2017 à Crans-Montana se trouve aujourd'hui dans une impasse. Cette impasse est due exclusivement à la position intransigeante de la Turquie, qui n'envisage pas une démarche constructive en vue de la création

d'un État véritablement indépendant, souverain et conventionnel, étant donné que ses propositions visent à réduire Chypre à un protectorat turc. On pourrait penser que j'exagère si je n'étayais pas ces observations, ce que je vais faire immédiatement.

En 1960, suite à la création de la République de Chypre, entre autres choses, au titre du Traité de garantie, la Turquie, la Grande-Bretagne et la Grèce se sont engagés à garantir l'indépendance, l'intégrité territoriale et la sécurité de Chypre. À cet égard, je tiens à souligner que l'exploitation de cette disposition par la Turquie a malheureusement entraîné des douleurs et des souffrances pour le peuple chypriote, pour le peuple grec et pour les Chypriotes grecs et turcs, par le passé et actuellement, en raison d'un statu quo inacceptable. C'est précisément pour cette raison que depuis la reprise des négociations en vue de la création d'un État normal et souverain, dès le début, nous nous sommes fixé comme objectif l'annulation du Traité de garantie et du droit d'intervention et nous avons convenu de mettre en place une clause d'extinction en vue du retrait total des forces étrangères. Il s'agit d'une position de principe que le Secrétaire général lui-même considère comme un élément indispensable des efforts visant à parvenir à un règlement. Comme il l'a dit le 4 juin,

« Les progrès réalisés sur ce chapitre [c'est-à-dire le chapitre relatif à la sécurité et aux garanties] sont un élément essentiel pour parvenir à un accord global et renforcer la confiance entre les deux communautés en ce qui concerne leur sécurité future ».

Sur la base des progrès accomplis dans le cadre du dialogue bicommunautaire et de cette analyse du Secrétaire général, la Conférence multilatérale sur Chypre s'est ouverte le 28 juin sous le signe de l'espoir. Au cours des négociations qui ont suivi, le Secrétaire général, pour apporter un appui constructif à l'ensemble du processus, a présenté une esquisse de six thèmes thématiques fondamentaux portant d'une part, sur le chapitre relatif à la sécurité et aux garanties, y compris le retrait des troupes étrangères et d'autre part, sur des questions liées aux aspects internes du problème chypriote. Le consensus sur certains points du cadre proposé par le Secrétaire général aurait conduit à la conclusion d'un accord stratégique, insufflant ainsi un nouvel élan au processus, ce qui aurait permis d'espérer qu'il était possible de parvenir à un accord global.

En me conformant pleinement à l'esquisse du Secrétaire général, j'ai présenté des propositions

crédibles et réalistes qui tenaient dûment compte des sensibilités et des préoccupations des deux communautés. Ces propositions, à l'instar du cadre présenté par le Secrétaire général, prenaient en compte le statut de la République de Chypre en tant qu'État membre de l'Union européenne et de l'ONU. En contradiction flagrante avec le cadre présenté par le Secrétaire général et les positions des deux autres puissances garantes, la Turquie a adopté une position inflexible, en insistant sur le maintien du Traité de garantie et du droit d'intervention, ainsi que sur la présence permanente de ses forces.

Dans son allocution devant l'Assemblée générale à la présente session (voir A/72/PV.4), le Président de la Turquie, M. Recep Tayyip Erdoğan, a affirmé que le processus de négociation de Crans-Montana avait pris fin du fait de l'attitude incompréhensible des Chypriotes grecs. Je suis désolé, mais je me dois de réagir à cette affirmation en posant au Président turc les questions suivantes.

Est-il incompréhensible d'aspirer à la création d'un État indépendant et souverain, sans garanties étrangères, sans droit d'intervention d'un pays tiers et sans la présence de forces d'occupation?

Est-il irrationnel de préconiser la création d'un État normal dont toutes les décisions seraient exclusivement prises par ses citoyens, sans influences étrangères?

Est-il déraisonnable pour un État membre de l'Union européenne de participer avec efficacité et efficacité au processus de prise de décisions de l'Union?

Est-il injustifié d'envisager de mettre fin au Traité de garantie, qui est anachronique, et de mettre en place un système de sécurité robuste, fondé sur la Charte des Nations Unies et les traités pertinents de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe?

Cela va-t-il à l'encontre de tout principe établi pour les Nations Unies, ainsi que pour les institutions compétentes de l'Union européenne, d'assurer et de garantir la bonne mise en œuvre, en toute sécurité, des dispositions de l'accord? De même, est-il paradoxal de rejeter la position de la Turquie qui insiste en disant que c'est elle qui doit assumer ce rôle?

Existe-t-il un seul État fédéral au monde dont la Constitution prévoit que toute décision prise au niveau fédéral doit être approuvée par au moins une des entités de la Fédération? Surtout lorsqu'on sait que l'une de ces entités est contrôlée par un pays tiers?

Enfin, qui peut dire avec certitude qu'un règlement auquel on parviendrait sur la base des propositions de la Turquie conduirait à la création d'un État viable et fonctionnel?

Malgré notre déception, ce que je tiens à souligner et à dire avec insistance, c'est que les Chypriotes n'ont d'autre objectif que la fin du statu quo inacceptable et la création d'un État fédéral qui garantisse à toutes les générations de Chypriotes grecs et turcs les conditions d'un avenir stable, sûr, prospère et pacifique, d'un État libre de toute intervention étrangère et indépendant, d'un « État normal », comme le Secrétaire général l'a dit à juste titre, d'un État dirigé par les Chypriotes, pour les Chypriotes. À cet égard, et contrairement à ce que disent les responsables turcs, j'ai bien l'intention d'exprimer au Secrétaire général, lorsque je le rencontrerai demain, notre volonté de reprendre immédiatement les négociations, dans le cadre qu'il a lui-même défini et toujours conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies.

À cet égard, si une nouvelle conférence sur Chypre était convoquée, et afin d'éviter toute répétition des problèmes du passé, il est généralement admis qu'il devra y avoir des préparatifs complets et solides, et il faudra que toutes les parties prenantes et tous les acteurs intéressés fassent preuve d'une volonté et d'une détermination politiques fortes, afin de garantir que cette fois-ci les délibérations débouchent sur un résultat positif. Je n'ai aucun doute que le Secrétaire général et les membres permanents du Conseil de sécurité apporteront aide et appui à cet effort.

En même temps, en cette conjoncture critique, nous avons besoin d'actions autres que des actions unilatérales qui ont un effet négatif sur l'objectif consistant à faire avancer le processus. Des mesures de confiance mutuellement convenues, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité et aux rapports du Secrétaire général - comme le retour et la réinstallation à Varosha de ses habitants légitimes - changeraient la donne et créeraient un climat propice à la reprise des négociations axées sur un règlement global. Cet objectif serait encore renforcé par des progrès sur la question humanitaire des personnes portées disparues. À cette fin, je demande à la Turquie de coopérer pleinement en vue de régler cette question tragique. Je saisis aussi cette occasion pour demander instamment à tous les pays susceptibles d'avoir des informations d'ouvrir leurs archives afin d'appuyer les efforts visant à mettre fin à cet aspect tragique de la question de Chypre.

Pour terminer, j'engage une fois encore la Turquie et nos compatriotes turcs à comprendre que ce n'est que par le respect mutuel et le compromis, et non les fixations sur le passé et les pratiques défailtantes, que nous parviendrons à un règlement viable et durable, où il n'y aura ni gagnants ni perdants et où les susceptibilités et les préoccupations des deux communautés seront respectées et prises en compte. C'est la seule façon pour Chypre d'exploiter pleinement son potentiel et de tirer parti de sa position géographique unique. Telle est ma vision des choses.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Chypre de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Nicos Anastasiades, Président de la République de Chypre, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

**Allocution de M. Roch Marc Christian Kaboré,
Président du Faso et Président du Conseil des
ministres du Burkina Faso**

M. Roch Marc Christian Kaboré, Président du Faso et Président du Conseil des ministres du Burkina Faso, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Roch Marc Christian Kaboré, Président du Faso et Président du Conseil des ministres du Burkina Faso, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Kaboré : La soixante-douzième session de l'Assemblée générale de l'Organisation se tient à un moment où la marche quotidienne du monde ne cesse de nous lancer d'importants défis. En effet, la préservation de la paix et de la sécurité internationales, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, l'éradication de la pauvreté, le développement durable et l'instauration d'un ordre international plus juste et plus humain, sont les principales préoccupations de l'heure. Elles nous interpellent sans cesse et nous avons l'impérieux et pressant devoir de leur trouver des réponses urgentes et durables.

Monsieur le Président, ma délégation et moi-même vous adressons nos félicitations pour votre brillante élection à la présidence de la présente session. Je puis vous assurer de notre pleine et entière coopération pour

le succès de nos travaux. À votre prédécesseur, j'exprime ma reconnaissance pour l'efficacité avec laquelle il s'est acquitté de sa mission.

Il me plaît enfin de rendre hommage au Secrétaire général, M. António Guterres, qui nous aura donné, depuis seulement quelques mois qu'il est à la tête de l'Organisation, la pleine mesure de son engagement en faveur de la paix et du développement, ainsi que de sa ferme volonté de poursuivre l'ambitieuse œuvre de revitalisation de l'ONU.

Il y a deux ans, nous adoptions ici même les objectifs de développement durable, afin d'impulser un nouvel élan planétaire pour plus de paix, de prospérité, de développement, de justice et d'humanisme. L'entrée en vigueur de l'Accord de Paris sur les changements climatiques mérite à cet égard d'être salué. L'élaboration du cadre mondial d'indicateurs de suivi des objectifs de développement durable, ainsi que la tenue du Forum politique de haut niveau pour le développement durable et le suivi de la mise en œuvre du Programme 2030, constituent également des avancées indéniables.

Nonobstant ces acquis, des obstacles persistent sur la voie de la construction d'un monde de paix et de prospérité. Aussi, voudrais-je souligner la pertinence du thème de notre session qui replace l'être humain au cœur de nos politiques de développement et de la gouvernance mondiale.

Comment en effet oublier que chaque jour, dans mon pays, en Afrique, et dans d'autres pays de cette planète, des femmes et des hommes continuent de perdre la vie par manque de soins et de nourriture, des enfants ne peuvent jouir de leur droit fondamental à l'éducation, des jeunes se résignent à défier la furie des mers et des océans à la recherche de lendemains meilleurs, des populations sont condamnées à une errance sans fin, victimes de conflits et de catastrophes, et ce dans un contexte international fortement marqué par le terrorisme et l'extrémisme violent? À l'évidence, et plus que jamais, nous devons changer de paradigmes, aussi bien dans la conduite des affaires de nos États que sur le plan international, afin de passer de la rhétorique à l'action et à la culture du résultat.

Le succès de la table ronde des bailleurs de fonds publics et privés de notre Plan national de développement économique et social, suite à l'appel que j'avais lancé à cette tribune le 22 septembre 2016 (voir A/71/PV.15), atteste de la confiance placée en mon pays par nos partenaires. Je voudrais saisir cette occasion pour leur

exprimer notre profonde gratitude. Le Burkina Faso est engagé dans un processus de relance économique à travers d'importantes réformes structurelles, dont l'un des objectifs est d'attirer, de faciliter et de sécuriser les investissements.

Afin de renforcer la démocratie participative en mettant les citoyens au cœur du fonctionnement de l'État, le Burkina Faso a adhéré, en 2016, au Partenariat pour le gouvernement ouvert. Dans ce cadre, le premier plan d'action national est en cours d'élaboration, qui renforcera la lutte contre la corruption et pour une gouvernance de qualité, dans un esprit de collaboration avec les acteurs non étatiques, les organisations de la société civile et les médias. Concomitamment, le vaste chantier des réformes pour l'approfondissement de la démocratie et pour un fonctionnement optimal des institutions avance de manière satisfaisante. Dans ce sens, un avant-projet de Constitution a été élaboré par l'ensemble des composantes de notre peuple, et l'institution judiciaire, pour sa part, est à pied d'œuvre, en toute indépendance, pour vider les contentieux et crimes politiques et économiques qui obèrent depuis des décennies nos efforts de réconciliation nationale.

Cible depuis quelques temps des forces terroristes et obscurantistes, mon pays a pris la pleine mesure de leur volonté clairement affichée de le déstabiliser, ainsi que l'ensemble des pays de la région. La lutte contre le terrorisme est donc désormais une priorité nationale, qui n'aura de succès que si elle s'inscrit non seulement dans une approche sous-régionale, mais également et surtout dans une dynamique de développement économique des zones les plus vulnérables.

Pour cette raison, nous accordons une attention particulière au nord de notre pays. Nous y avons certes enregistré des succès sur le plan opérationnel, mais ceux-ci méritent d'être renforcés par un programme d'urgence d'investissement, que nous avons récemment adopté, afin de réduire la vulnérabilité des populations, surtout des jeunes et des femmes.

Cependant, et on ne le dira jamais assez, le terrorisme est aussi et surtout un fléau global. Parce qu'il frappe sans discrimination, il appelle une condamnation claire et ferme de tous, et une réponse collective efficace, faite de solidarité et de mutualisation de nos efforts et de nos moyens. C'est la raison d'être du Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel), dont nous nous attelons à accélérer l'opérationnalisation, comme en témoigne l'inauguration, le 10 septembre dernier,

du Centre de commandement de la Force conjointe du G5 Sahel à Sévaré, au Mali.

Je me félicite également de l'adoption de la résolution 2359 (2017) par le Conseil de sécurité, le 21 juin 2017. Au regard cependant de la gravité de la situation dans la zone, nous devons saisir l'occasion que nous offre l'examen du prochain rapport de suivi du Secrétaire général pour renforcer le mandat de la Force multinationale conjointe, en la dotant des moyens nécessaires pour réussir sa mission. De même, il convient de saluer la mise en place de l'Alliance pour le Sahel, dont la première réunion de haut niveau est prévue en octobre prochain.

L'un des défis majeurs à relever à cet égard demeure la mobilisation des ressources. Nous l'avons encore souligné lors de la réunion de haut niveau que nous avons tenue ce 18 septembre, ici même à New York sous les auspices du Secrétaire général, sur la situation du Sahel. Nous espérons que la conférence internationale de planification prévue par la résolution 2359 (2017) du Conseil de sécurité, et qui aura lieu en décembre prochain à Bruxelles, remplira toutes ses promesses.

La recherche de la paix doit rester au cœur de notre action commune, notamment celle de l'Organisation. En Afrique, de nombreux foyers de tension persistent. Tout en saluant les avancées politiques récemment enregistrées au Mali, il convient de noter que la situation sécuritaire dans le nord de ce pays demeure des plus précaires. Je formule le vœu que la mise en place par le Conseil de sécurité, le 5 septembre dernier, d'un régime de sanctions à la demande du Gouvernement malien, soit un levier supplémentaire efficace pour la mise en œuvre de l'Accord de paix. Nous invitons toutes les forces en présence au Mali, en l'occurrence les Forces armées nationales, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, l'opération Barkhane et la Force conjointe du G5 Sahel, à travailler en bonne intelligence et en parfaite coordination, afin d'accélérer le retour définitif de la paix et de la sécurité dans la région.

M. Rabary-Njaka (Madagascar), Vice-Président, assume la présidence.

Nous devons rester mobilisés pour faire aboutir les processus de règlement des conflits ou de sortie de crise en Libye, en République démocratique du Congo, en République centrafricaine, en Somalie, au Soudan du Sud et au Burundi. Nous lançons un appel aux différents protagonistes, afin qu'ils privilégient le dialogue et

la réconciliation, en se persuadant qu'ils seront les premiers responsables et les seuls architectes de la paix dans leurs pays. Concernant la question du Sahara occidental, le Burkina Faso réitère son appel au dialogue et à la négociation, dans un esprit de compromis, en vue d'un règlement politique et réaliste de ce différend.

La question palestinienne continue d'être une préoccupation majeure. Je voudrais saluer l'organisation, en janvier 2017, de la Conférence de Paris, qui a réitéré la solution à deux États, Israël et Palestine, vivant côte à côte dans la paix et à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues. Pour mettre fin à ce conflit, l'engagement des deux parties constitue le seul terreau fertile pour les graines d'un règlement pacifique et définitif.

Les efforts de la communauté internationale en Iraq, en Syrie et au Yémen doivent être intensifiés, au risque de voir cette partie du monde sombrer définitivement dans le chaos. Le Burkina Faso est également préoccupé par la situation qui prévaut au sein du Conseil de coopération du Golfe. Il exhorte les protagonistes à privilégier le dialogue et la négociation pour mettre fin à cette crise.

Enfin, le Burkina Faso condamne les essais nucléaires conduits par la Corée du Nord, qui sont une menace à la paix et à la sécurité de la péninsule coréenne et du monde. En exhortant ce pays au respect des résolutions du Conseil de sécurité, nous espérons que la logique du dialogue et de la négociation l'emportera sur celle de l'escalade et de la confrontation.

C'est le lieu pour moi de réaffirmer l'engagement de mon pays en faveur du désarmement général et complet, et notre soutien aux efforts des Nations Unies dans ce domaine, concernant aussi bien les armes de destruction massive que les armes classiques. Dans ce sens, j'exhorte tous les pays, en particulier ceux dont la ratification est nécessaire à cette fin, à faire de l'entrée en vigueur rapide du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires une priorité. Dans ce contexte, l'adoption, le 7 juillet 2017, du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, devrait renforcer cette dynamique.

Quant à la prolifération des armes légères et de petit calibre, elle constitue l'une des principales menaces à la paix et à la sécurité internationales. Mon pays, qui a activement participé à son élaboration, est convaincu que le Traité sur le commerce des armes contribuera à l'éradication de ce fléau, véritable obstacle au développement de nos États.

Le multilatéralisme est l'outil par excellence du dialogue et de la solidarité entre les peuples. À cet égard, la communauté internationale bénéficierait certainement d'une participation effective et élargie de la République de Chine (Taiwan) aux agences spécialisées et aux mécanismes du système des Nations Unies. Au nom de ce même dialogue et de cette même solidarité que commandent des relations apaisées entre les acteurs de la scène internationale, le Burkina Faso milite en faveur de la levée totale de l'embargo contre Cuba, afin que La Havane et Washington puissent entretenir des relations de partenariat mutuellement bénéfiques.

La réforme de l'Organisation des Nations Unies demeure une question centrale de la gouvernance mondiale. Nous devons l'aborder avec le courage et la sérénité qu'exigent, d'une part, le devoir de justice vis-à-vis de l'Afrique, notamment en ce qui concerne sa représentation au Conseil de sécurité, conformément à la Position commune africaine, d'autre part, la nécessaire adaptation de notre organisation aux mutations du monde. En ce grave moment d'incertitude et de turbulence que nous vivons, nous avons l'obligation, ayant accepté les responsabilités qui sont les nôtres, d'offrir à nos concitoyens des raisons de croire en des lendemains meilleurs et de léguer aux générations futures un monde plus sûr.

L'ONU en est notre meilleur instrument. Prenons alors ici et ensemble l'engagement de construire une ONU plus moderne, plus forte et plus efficace. Nous savons, à cet égard, pouvoir compter sur l'engagement et la détermination du Secrétaire général, qui fera aboutir également, j'en suis convaincu, sa part de réformes audacieuses pour une véritable ONU des peuples.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président du Faso et Président du Conseil des ministres du Burkina Faso de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Roch Marc Christian Kaboré, Président du Faso et Président du Conseil des ministres du Burkina Faso, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Ghana.

M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Akufo-Addo (*parle en anglais*) : Il y a 60 ans que mon pays, le Ghana, est devenu Membre de l'Organisation. Il l'est devenu au moment de son indépendance, environ 12 ans après la première réunion de l'Organisation à San Francisco, et il participe activement aux travaux de l'ONU depuis cette date.

Je tiens à remercier l'ONU de l'honneur fait au Ghana lorsque le Secrétaire général m'a nommé Coprésident du groupe de mobilisation composé de personnalités éminentes pour les objectifs de développement durable, pour prendre la suite de mon prédécesseur à ce poste, S. E. M. John Dramani Mahama. Cette marque de confiance accordée aux dirigeants ghanéens est un motif de fierté justifiée pour le peuple ghanéen, et je m'engage à honorer cette confiance.

Le 25 septembre 2015, date à laquelle les objectifs de développement durable ont été adoptés, certains sceptiques craignaient qu'ils soient trop nombreux et trop complexes pour être réalisés, même en déployant des efforts concertés. Cependant, l'enseignement que nous avons retenu de l'expérience de l'Organisation est que lorsque le monde se concentre collectivement sur un objectif, nous avons de bonnes chances de réussir. Chaque jour, un événement se produit qui nous rappelle, en tant qu'habitants de cette planète, que nous sommes dans le même bateau.

Il n'est d'indication plus dramatique de cette vérité que les images qui ont récemment envahi nos écrans de télévision pour nous montrer la dévastation causée par des inondations à Houston, au Texas; à Dacca, au Bangladesh; à Mumbai, en Inde; à Palpa, au Népal; à la Dominique, à Porto Rico, à Antigua-et-Barbuda et à Saint-Martin, dans les Caraïbes; et à Niamey, au Niger. Une des villes les plus modernes située dans le pays le plus riche et le plus puissant de la planète a connu le même sort que Niamey, dans la région africaine du Sahel, qui est un des endroits les plus pauvres au monde. Au plus fort de ces violentes tempêtes, une chose est devenue évidente. Peu importe que l'on se trouve dans

la partie la plus pauvre ou la plus riche du monde, la puissance exceptionnelle de la nature a parlé et nous, humains, sommes devenus les mêmes tristes créatures à la merci de la nature.

Alors que j'écoutais et observais avec le reste du monde, j'ai réalisé que pris dans leur ensemble, ces objectifs constituent en effet un ensemble important. Il vaut la peine de les répéter – pas de pauvreté, faim zéro, bonne santé et bien-être, éducation de qualité, eau propre et assainissement, travail décent et croissance économique, industrie, innovation et infrastructure, inégalités réduites, villes et communautés durables, consommation et production responsables, vie aquatique, vie terrestre, paix, justice et institutions efficaces, en établissant des partenariats pour la réalisation de ces objectifs. Nous devons travailler avec acharnement pour réaliser ces objectifs; cela permettra de transformer le monde pour le rendre meilleur.

Le Ghana a été le premier pays d'Afrique subsaharienne à se libérer de l'emprise coloniale. Cette année marque le soixantième anniversaire de son indépendance, et il est de bon augure que je m'adresse pour la première fois à l'Assemblée le jour de l'anniversaire de notre Président historique, Kwame Nkrumah – le jour que nous avons choisi pour le commémorer.

Nous estimons qu'il est temps pour l'Afrique de prendre son envol et d'occuper la place qui lui revient sur la scène mondiale. L'Afrique ne sera ni un pion ni une victime. Elle sera honnête avec elle-même et avec le monde. Elle abandonnera son manteau de pauvreté et deviendra prospère. Nous ne nous faisons aucune illusion concernant les efforts qu'il va falloir déployer pour réaliser nos objectifs, mais nous n'avons pas peur de travailler dur. Nous savons que l'élément essentiel à la réalisation de progrès économiques durables est la mise en place d'un système de gouvernance démocratique stable.

J'estime que le Ghana avance progressivement dans cette voie. Après des années de troubles politiques et de chaos économique, un consensus s'est dégagé dans notre quatrième République. La stabilité politique règne depuis 25 ans et la démocratie multipartite que nous avons mise en place fait que l'organisation d'élections régulières est devenue une caractéristique commune de notre système de gouvernance. Je suis présent ici parce que des élections ont été organisées en décembre dernier, le peuple ghanéen a remercié un gouvernement sortant et m'a accordé, ainsi qu'à mon

parti, le mandat et l'honneur de gouverner le pays pour les quatre prochaines années. Nous demeurons un bastion de démocratie et de stabilité sur le continent. Nos institutions nationales sont de plus en plus solides et notre économie se développe plus rapidement qu'à tout autre moment depuis notre indépendance.

Nous sommes loin d'avoir réalisé notre objectif final, mais nous sommes déterminés à réaliser notre potentiel et à faire du Ghana une nation prospère. Certains de nos concitoyens auront toujours un esprit d'aventure et partiront affronter de nouveaux défis dans d'autres endroits du monde. Nous leur souhaitons de réussir, et nous espérons qu'ils seront bien accueillis et traités avec dignité quelle que soit leur destination. Ceci dit, nous nous efforçons de développer notre économie et d'offrir des perspectives à tous nos citoyens. Les Ghanéens ne devraient plus avoir le sentiment qu'ils doivent endurer les conditions inhumaines et intolérables imposées par la traversée du Sahara et le risque de noyade dans la Méditerranée dans l'espoir de gagner leur vie en Europe.

Nous venons de lancer le programme sur la gratuité de l'enseignement secondaire qui vise à garantir un enseignement secondaire à tous les enfants du Ghana. Ce programme veillera à ce que tous nos enfants soient instruits au moins au niveau secondaire, et l'argent, ou son absence, ne signifiera plus un déni d'éducation. Cela a déjà entraîné une augmentation de plus de 90 000 enfants entrant à l'école secondaire pour l'année scolaire en cours et qui, autrement, auraient déjà abandonné. L'objectif de développement durable No 4, qui vise à assurer une éducation de qualité inclusive et équitable et à promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, sera à notre portée d'ici à la date butoir. Nous ne voulons pas être une blessure sur la conscience de qui que ce soit. Nous voulons construire une économie qui ne dépend pas de la charité et de l'aumône. Une expérience longue et amère nous a enseigné que quelque généreuse que soit la charité, nous resterions pauvres.

Nous voulons construire un Ghana qui voit dans l'utilisation de ses ressources et dans leur bonne gestion le moyen de réaliser la croissance économique et sociale dans le pays. Nous voulons construire une économie qui ne se limite pas aux produits de base afin de positionner notre pays sur le marché mondial. Nous ne refusons pas l'aide, mais nous tenons à abandonner une mentalité de dépendance et à ne pas vivre de la charité. Nous voulons construire un Ghana au-delà de l'aide. Il s'agit d'une plate-forme plus facile sur laquelle bâtir des relations durables.

S'agissant de relations durables, l'Afrique et, en fait, le Ghana sont déterminés à rester un continent exempt d'armes nucléaires. Il y a trois semaines, de l'uranium fortement enrichi a été transporté du Ghana vers la Chine, marquant la fin de l'élimination de toutes ces matières du pays. Notre réacteur nucléaire a ensuite été converti pour produire de l'électricité en utilisant du combustible faiblement enrichi. Un monde exempt d'armes nucléaires est dans notre intérêt collectif.

Je tiens à réaffirmer la volonté de mon pays de maintenir des relations cordiales et amicales avec tous les pays et les peuples du monde. Le plein engagement du Ghana, par le biais de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, dans le processus d'intégration de l'Afrique de l'Ouest et par le biais de l'Union africaine dans le processus d'intégration africaine reste un objectif de mon gouvernement. L'intégration régionale et continentale est dans l'intérêt du Ghana, car elle représente l'un des moyens les plus sûrs de créer les conditions de la prospérité sur le continent dans les décennies à venir. Elle permettra également d'assurer la sécurité et de lutter contre les fléaux du terrorisme, de l'extrémisme et de l'intolérance.

Les conflits qui continuent d'affliger notre continent, en Libye, au Soudan du Sud, en République démocratique du Congo et au Mali seraient plus efficacement réglés si la communauté internationale appuyait les efforts de nos organisations régionales et continentales pour y faire face, au lieu de les saper. Le Ghana continuera également d'être actif dans les organisations multilatérales auxquelles nous appartenons, comme la Francophonie, le Commonwealth et l'Organisation des Nations Unies, car nous estimons que l'action multilatérale et la coopération internationale sont dans notre intérêt commun.

Nous voulons construire un Ghana qui permettra à notre peuple de traiter avec le reste du monde dans des conditions d'égalité. Je ne dis rien de nouveau lorsque j'appelle l'attention sur la nécessité urgente de réformer l'Organisation. On en parle et on la prévoit depuis longtemps, mais, d'une certaine manière, nous n'avons jamais trouvé le courage ni la volonté de réformer l'ONU. Le Ghana appuie le processus de réforme de l'ONU, en particulier du Conseil de sécurité, comme cela est énoncé dans la Position commune africaine sur la réforme de l'ONU, sur la base du Consensus d'Ezulwini. Il est grand temps de corriger l'injustice de longue date que la structure et la composition actuelles du Conseil de sécurité représentent pour les pays d'Afrique.

Nous ne pouvons pas continuer à prêcher la démocratie et l'équité et insister sur la paix et la justice dans le monde lorsque notre organisation mondiale n'est pas perçue par la majorité de ses États Membres comme ayant une structure qui soit juste et équitable. En effet, l'ONU est considérée par beaucoup comme une organisation qui contribue à perpétuer un ordre mondial injuste. L'Organisation offre le meilleur moyen pour le monde de gérer ses problèmes nombreux et divers et nous nuirions à sa crédibilité et faillirions à notre devoir si nous ne réformions pas l'ONU. Ne décevons pas les générations présentes et futures. Le moment est venu de procéder à cette réforme.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Ghana de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Ali Bongo Ondimba, Président de la République gabonaise

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République gabonaise.

M. Ali Bongo Ondimba, Président de la République gabonaise, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Ali Bongo Ondimba, Président de la République gabonaise, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Bongo Ondimba : Tout d'abord, qu'il me soit permis, Monsieur le Président, de vous féliciter chaleureusement pour votre brillante élection à la tête de la soixante-douzième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies. D'ores et déjà, je tiens à vous assurer du soutien du Gabon dans l'exercice du mandat qui vous a été confié.

Je tiens également à saluer le travail appréciable de votre prédécesseur, l'Ambassadeur Peter Thomson.

C'est enfin un privilège pour moi que d'adresser mes chaleureuses félicitations au nouveau Secrétaire général, M. António Guterres. Je reste persuadé que sa riche et longue expérience est un atout appréciable pour la conduite de notre organisation. Et je me réjouis

de l'accent particulier qu'il a mis sur la prévention des conflits lors de son discours inaugural.

Le thème du débat général de la présente session, «Priorité à l'être humain : paix et vie décente pour tous sur une planète préservée», est au cœur même de nos priorités. Ce thème rappelle à chacun d'entre nous la place que l'homme doit occuper dans nos actions respectives et l'obligation qui nous incombe de concilier le développement et la paix durable à la préservation de l'environnement pour les générations actuelles et à venir. Il nous revient donc à tous d'agir afin de façonner une humanité où, pour chaque personne, la vie décente sera une évidence.

À propos de la paix, il s'agit, avec la sécurité, de préalables nécessaires au développement de l'Afrique et de mon pays. À cet égard, l'Afrique continuant à concentrer l'essentiel du travail du Conseil de Sécurité, mon pays réitère ici son adhésion à la position africaine en faveur d'une présence permanente de l'Afrique au Conseil de sécurité.

Autant la paix internationale est essentielle, autant la paix et la sécurité intérieures constituent les ingrédients de base du développement et de la participation de tous au débat démocratique. Pays marqué du sceau de la paix, le Gabon tient à demeurer ce havre de fraternité et de solidarité qu'il a toujours été. Voilà pourquoi, j'ai convoqué au début de cette année un dialogue politique auquel j'ai invité toutes les forces vives de la nation. Tous ceux qui y ont pris part ont pu débattre, sans tabou, de tous les sujets et des réformes souhaitables pour notre pays et sont parvenus à des compromis, certes difficiles, mais dynamiques et nécessaires sur les modes de scrutin, l'organisation électorale ou l'organisation des pouvoirs. Du reste, la mise en œuvre des conclusions du dialogue politique a déjà débuté par la composition récente d'un nouveau Gouvernement qui intègre des représentants aussi bien de l'opposition que de la société civile.

Avec l'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement et des objectifs de développement durable, notre Organisation poursuit ses efforts de mobilisation de la communauté internationale pour offrir à l'humanité une vie décente sur une planète préservée. Mais, au-delà des proclamations, l'heure est venue de donner à l'Organisation les moyens de son action à travers des financements prévisibles et pérennes pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

S'agissant du Gabon, le nouveau Gouvernement a pour cadre d'action la vision d'un Gabon émergent à l'horizon 2025, qui s'inscrit dans la problématique du développement durable et la diversification de l'économie nationale. Cette orientation, qui vise à réduire la dépendance envers les industries extractives et la volatilité des cours des matières premières, se matérialise déjà à travers un tissu industriel créant emplois et richesse, la zone économique à régime privilégié de Nkok.

La crise qui frappe la planète n'épargne pas le Gabon. Elle s'y traduit par un ralentissement de l'activité économique ayant un impact négatif sur l'emploi, et notamment celui des jeunes. Pour y faire face, le Gouvernement a adopté un programme de relance économique devant impulser une dynamique économique nouvelle sur la base de mesures d'ajustement budgétaire, de développement des infrastructures et de promotion du secteur privé en tant que leviers de la diversification et de la transformation de l'économie.

Malgré tout, mon gouvernement s'efforce d'offrir aux Gabonais des conditions de vie meilleure, par diverses mesures allant de la réduction des prix des denrées de première nécessité à la construction d'hôpitaux. Dans le même ordre d'idées, j'ai engagé un programme pour l'égalité des chances qui doit permettre à tous les Gabonais de partir avec les mêmes moyens sur le chemin de l'accomplissement personnel et collectif. De même, j'ai inscrit l'autonomisation de la femme dans l'agenda gouvernemental.

L'avenir de notre planète dépendra, pour beaucoup, de notre détermination à honorer les engagements souscrits au titre de l'Accord de Paris sur les changements, à la vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Nous n'avons pas le droit de décevoir les espoirs placés en nous par nos peuples lors de ce moment historique car les défis posés par le réchauffement climatique ne sont pas qu'écologiques. Ils sont aussi politiques, sécuritaires et économiques. Nous avons d'autant moins le droit de décevoir ces espoirs que la réalité que nous voulons nier nous rattrape tous les jours, et plus brutalement encore à travers les catastrophes naturelles de ces derniers jours. C'est le lieu pour moi d'exprimer la sympathie et le soutien moral du peuple gabonais aux pays victimes des derniers ouragans et cyclones, de même qu'aux victimes du tremblement de terre au Mexique.

Pour sa part, le Gabon ne déviara pas de sa trajectoire. Nos politiques publiques continueront à s'inscrire dans la logique d'une gestion responsable et durable de nos ressources. C'est dans cet esprit que mon pays vient de créer 20 aires marines protégées qui s'ajoutent aux 13 parcs nationaux terrestres. Par ailleurs, j'ai instruit le Gouvernement de renforcer la politique de reboisement pour la pérennisation de nos forêts.

Au regard de l'engagement permanent de mon pays sur ces questions majeures, j'ai accepté d'assumer la coordination du Comité des chefs d'État et de gouvernement africains sur les changements climatiques, avec la charge pendant deux ans, à la suite de mon frère égyptien, le Président Al Sisi, de porter la voix de l'Afrique dans toutes les négociations en matière de changements climatiques.

Sur le plan sous régional, mes pairs m'ont aussi confié la présidence en exercice de la Communauté économique des états de l'Afrique centrale (CEEAC), avec la mission de conduire un processus de réforme institutionnelle de cet outil important de l'intégration régionale. À cet égard, notre détermination à asseoir une intégration économique dynamique dans notre sous-région est d'autant plus grande que nous avons cerné la nécessité d'un codéveloppement pour faire face aux aléas du marché international. Notre organisation, à travers son bureau de Libreville, appuie l'Afrique centrale pour faire face aux défis de la paix et de la sécurité dans son espace géographique. C'est ainsi que les pays membres de la CEEAC ont confirmé leur détermination ferme à combattre l'hydre terroriste sous toutes ses formes, quelles qu'en soient les motivations.

À cet effet, la stratégie antiterroriste sous régionale de l'Afrique centrale, récemment confirmée à Yaoundé, au Cameroun, et qui s'arrime à celle de l'Union africaine, traduit notre engagement à venir à bout de ce mal. C'est donc le lieu de saluer l'organisation imminente d'un sommet conjoint CEEAC/Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur cette question, sommet que j'ai toujours appelé de tous mes vœux et dont le Conseil de sécurité s'est également fait écho dans sa résolution 2349 (2017). Je salue, par ailleurs, l'initiative prise par les pays du G5 Sahel de mettre sur pied une force sous régionale pour lutter efficacement contre le terrorisme et toutes les autres menaces à la paix et à la sécurité.

Il s'agit d'un combat, un combat multiforme et de longue haleine qui nécessite coopération entre États et solidarité avec les victimes de la barbarie. La réponse

militaire ne saurait être exclusive. C'est pourquoi j'en appelle à l'application des dispositions pertinentes de la résolution 2199 (2015) du Conseil de sécurité afin de réduire les sources de financement de ces réseaux criminels.

Outre le terrorisme, une grave menace pèse sur de nombreux pays dont le mien : le braconnage. À ce sujet, mon pays est coauteur d'une importante résolution visant la mise en commun de nos efforts, en vue d'endiguer ce phénomène qui décime la faune et la flore et entretient la déstabilisation dans certaines régions, notamment en Afrique. La mise en œuvre rapide des recommandations formulées dans le cadre de cette résolution me paraît indispensable et devra nous conduire à rechercher le juste équilibre entre la protection de la nature et la survie des populations locales, principales victimes du braconnage.

Parmi les situations préoccupantes en Afrique, celle en République centrafricaine requiert notre attention soutenue. Le Gabon maintient pour sa part une présence dans ce pays frère, au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine. J'invite les différents partenaires à soutenir le plan d'action de la CEEAC et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, ainsi que le programme de démobilisation, de désarmement et de réinsertion.

De même, il est souhaitable de lever l'embargo sur les armes, exclusivement pour le Gouvernement légal et légitime de la République centrafricaine, afin de lui permettre de rétablir la sécurité et son autorité sur l'ensemble du territoire national. La résilience et la défiance affichées par les forces négatives qui sévissent en République démocratique du Congo, en République centrafricaine et dans d'autres parties de la sous-région de l'Afrique centrale puisent leur force dans l'exploitation illicite des ressources naturelles du sous-sol, de la flore et de la faune. Les mesures internationales prises contre le commerce illicite desdites ressources doivent être appliquées si l'on veut lutter contre les groupes armés qui perpétuent ces activités criminelles.

Agir en faveur de la paix passe aussi par l'élimination des armes de destruction massive en appliquant les instruments internationaux pertinents. Certaines parties du Moyen-Orient sont le théâtre de graves menaces à la paix et à la sécurité internationales, causées par des nébuleuses terroristes. Il s'agit notamment du prétendu État islamique, qui accentue l'instabilité en Syrie et en Iraq.

Pour autant, il ne faut pas oublier la question palestinienne qui, quant à elle, demeure une épine dans le pied de la communauté internationale. À mon sens, la reprise des pourparlers directs entre les deux parties reste la voie incontournable pour parvenir à une solution. Je ne peux donc qu'apprécier à leur juste valeur les efforts des États-Unis et de la France pour tenter de relancer le processus de paix.

De même, au regard des récents événements dans la péninsule coréenne, le Gabon, qui demeure fermement attaché à la paix et à la stabilité dans cette partie du monde, appelle au respect strict des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Un drame humanitaire d'ampleur est en train de se produire sous nos yeux. Je veux parler de la situation des Rohingya en Birmanie. En effet, au XXI^e siècle, il est inadmissible que des hommes, des femmes, des enfants perdent la vie ou prennent la route de l'exil au seul motif d'appartenir à une communauté religieuse. La conscience universelle qu'incarne l'Assemblée ne peut et ne doit l'accepter.

Enfin, et à propos de la solidarité internationale et de la justice, il ne serait que justice que soit levé l'embargo qui frappe Cuba depuis plusieurs décennies.

L'ONU souffle aujourd'hui sa soixante-douzième bougie. Sa vocation universelle s'est solidement affirmée. Je ne doute pas que l'Organisation, en s'appuyant sur notre détermination collective, pourra venir à bout des défis multiformes actuels à la paix et la sécurité dans le monde. C'est pourquoi donner la priorité à l'être humain pour la paix et une vie décente pour tous sur une planète préservée n'est plus une ambition mais un impératif collectif.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République gabonaise de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Ali Bongo Ondimba, Président de la République gabonaise, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Abdrabuh Mansour Hadi Mansour, Président de la République du Yémen

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocation du Président de la République du Yémen.

M. Abdrabuh Mansour Hadi Mansour, Président de la République du Yémen, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Abdrabuh Mansour Hadi Mansour, Président de la République du Yémen, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Mansour (*parle en arabe*) : Au nom du Gouvernement et du peuple yéménites, je félicite sincèrement le Président et son pays ami, la Slovaquie, de son accession à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-douzième session. Je lui souhaite plein succès dans ses entreprises.

Je tiens à adresser mes profonds remerciements à son prédécesseur, M. Peter Thomson, pour les efforts considérables qu'il a déployés à la tête des travaux de la session précédente.

Je remercie également le Secrétaire général de l'action exceptionnelle qu'il mène pour concrétiser la noble mission de maintien de la paix et de la sécurité internationales de l'ONU et de tous les bons offices dont il fait usage pour instaurer une paix durable dans mon pays, le Yémen. Nous disons également toute notre gratitude à l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, M. Ismail Ould Cheikh Ahmed.

Le présent débat se tient alors que, dans notre pays, la République du Yémen, s'achève la troisième année d'une guerre imposée à notre peuple par la coalition formée par les milices houthistes et pro-Saleh suite à son rejet des solutions convenues dans le cadre de l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et de son mécanisme de mise en œuvre ainsi que de la Conférence de dialogue national et du processus politique mené intégralement sous les auspices de l'ONU. Le point culminant du processus politique a été la visite à Sanaa de l'ancien Secrétaire général, où il a organisé une réunion spéciale avec les membres du Conseil de sécurité qui effectuaient alors une mission au Yémen. La maléfique coalition houthiste et pro-Saleh a rejeté le consensus national issu de la Conférence du dialogue national qui a réuni toutes les parties yéménites, ce qui est sans précédent dans la région. Elle mis à profit son influence au sein de l'Armée et des forces de sécurité pour se rebeller contre les autorités légitimement élues. Elle a recouru à la force armée contre les institutions militaires, sécuritaires et civiles, envahi les villes

du Yémen et pris en otage l'État tout entier par la force brutale.

Devant cette arrogance désinvolte, le peuple yéménite dans toutes ses composantes politiques, partisans et sociales s'est levé comme un seul homme pour faire face à ces politiques du fait accompli après que nous ayons épuisé tous les moyens politiques pacifiques pour essayer de convaincre cette funeste coalition d'abandonner la voie de la violence et du terrorisme qu'elle a choisie en application des desseins expansionnistes de l'Iran dans la région. C'est ce qui nous a poussés, au nom du peuple yéménite, à demander l'appui de nos frères au sein de la coalition arabe menée par le Royaume d'Arabie saoudite, qui ont répondu à notre appel et se sont tenus à nos côtés dans ces moments difficiles.

Le thème de la soixante-douzième session de l'Assemblée générale résume de façon précise ce à quoi, nous, autorités légitimes, avons toujours aspiré, et reflète le véritable objectif de la direction légitime. Et c'est ce sur quoi nous n'avons cessé d'insister lors des deux premiers cycles de négociations à Genève et à Bâle, en Suisse, puis au Koweït, à savoir « une paix durable », juste, solide et irréversible, qui jette les bases d'un véritable État à même de garantir les droits de tous ses citoyens et de prévenir la récurrence de la violence; une paix qui accorde à l'État le monopole de la force et interdit les milices détentrices des armes de l'État qu'elles utilisent pour l'intimider et intimider la société; une paix qui repose sur les termes de référence convenus entre les enfants de notre peuple et soutenus par la communauté internationale et les pays de la région.

Je voudrais ici clarifier un point très important, à savoir que le problème du Yémen n'est pas un différend politique pouvant être géré par le seul dialogue politique, et ce malgré tous les efforts et les concessions que nous avons faits. Ce à quoi nous sommes confrontés, ce n'est même pas un coup d'État au sens conventionnel du terme. C'est plus que cela. Il s'agit de divergences religieuses, philosophiques et idéologiques, et autour des valeurs communes. En fait, nous sommes confrontés à une secte religieuse extrémiste, qui croit que Dieu lui a accordé une supériorité ethnique et le droit divin d'assumer le pouvoir, une secte alliée à un groupe revancharde qui cherche à se venger du peuple yéménite et qui piétine toutes les valeurs humaines et politiques qui nous sont communes. Le coup d'État perpétré par les houthistes et les pro-Saleh dont il est question

va au-delà des coups d'État militaires traditionnels qui préservent l'État et ses institutions. Ces milices détruisent toutes les institutions de l'État. L'armée et les forces de sécurité ont été remplacées par des comités populaires et des milices qui servent une seule faction, celle appartenant à leur propre ethnie. Leur action a également une incidence négative sur les institutions économiques, financières et administratives. Toutes nos ressources ont ainsi été épuisées, et même le versement des salaires a cessé depuis près d'un an. Le secteur privé a disparu et a été remplacé par une nouvelle classe de marchands, de capitalistes et de prédateurs au détriment de notre économie nationale. Les putschistes ont même remplacé les programmes scolaires par des programmes extrémistes qui sèment les germes de conflits sectaires. Pour couronner le tout, ils bénéficient de l'aide politique, militaire, financière, et en armes de l'Iran, l'État qui s'emploie à déstabiliser notre région via des milices terroristes séparatistes. C'est pourquoi il ne saurait y avoir de paix durable tant que l'Iran ne cessera pas de s'ingérer dans les affaires de la région, de créer des foyers de tensions, de susciter des conflits sectaires, d'attiser les sentiments de haine et de violence et d'encourager le chaos et la violence. Le monde est aujourd'hui appelé à endiguer les ambitions expansionnistes illégitimes de l'Iran dans la région.

L'Assemblée se souvient certainement, comme je l'ai annoncé à cette tribune il y a cinq ans, des mesures que nous avons prises et comptons prendre pour assurer un transfert politique pacifique du pouvoir au Yémen dans le cadre de l'initiative du Conseil de coopération du Golfe et des résolutions constitutives de la légitimité internationale (voir A/67/PV.9). J'avais également informé les États Membres que l'Iran s'opposait à tout ce que nous faisons par le biais de nombre d'actions et d'interventions. En effet, nous avons intercepté des navires transportant différents types d'armes et arrêté des formateurs appartenant aux Gardiens de la révolution et au Hezbollah. L'Iran a été jusqu'à leur fournir des missiles de longue portée, indiquant ainsi clairement son intention de soutenir ces milices pour s'en servir pour menacer et inquiéter les voisins et le monde entier.

Je cherche à brosser pour les États Membres un tableau de la situation à l'intérieur du pays afin que le monde comprenne pourquoi les rebelles refusent tous les appels à la paix, qu'ils viennent du Koweït ou de Genève, notamment la dernière initiative du Secrétaire général concernant le port de Hodeïda, que nous avons acceptée et que nous étions prêts à négocier. Mais l'autre partie l'a

complètement rejetée, allant jusqu'à tenter d'assassiner l'envoyé international. Elle a continué de menacer la paix et la sécurité internationales ainsi que la navigation maritime internationale. Elle a également ciblé La Mecque, menacé nos frères des Émirats arabes unis en tirant sur leurs villes des missiles de longue portée.

De cette tribune, je réaffirme notre volonté de mettre fin à la guerre et de consolider la paix. Nous ne sommes pas des va-t-en-guerre et des revanchards. Nous souhaitons la paix et la concorde. J'ai personnellement tendu la main, et continuerai de le faire, afin de parvenir à une paix durable, car nous ressentons le poids de la responsabilité qui est la nôtre envers tous les citoyens de l'État yéménite. Nous affirmons que nous restons attachés à la paix, conformément aux trois accords convenus et à la volonté de la communauté internationale, et que nous nous acquitterons de nos obligations s'agissant de punir ceux qui entravent la paix et la mise en œuvre de la résolution 2216 (2015) du Conseil de sécurité.

Je me dois ici de remercier nos frères du Royaume d'Arabie saoudite, qui ont joué un rôle de chef de file dans l'atténuation de la crise humanitaire grâce au soutien continu du Centre Roi Salman pour les secours et l'action humanitaires, ainsi que toutes les organisations humanitaires de la coalition arabe, les pays donateurs et les organismes des Nations Unies. Je suis également reconnaissant de tous les efforts internationaux visant à lutter contre l'épidémie de choléra. Je tiens à souligner que nous avons toujours besoin de soutien et d'assistance, étant donné nos niveaux élevés de pauvreté, d'insécurité et d'insécurité alimentaire. Nous sommes toujours soumis à un blocus et toujours en guerre. La ville de Taëz est assiégée depuis trois ans.

La situation est dramatique dans toutes les provinces qui se trouvent sous le contrôle des rebelles, car les salaires ne sont plus payés et les ressources de l'État ont été pillées, notamment les recettes douanières et les réserves bancaires.

Face à cette situation catastrophique, nous appelons l'ONU et la communauté internationale à assumer leurs responsabilités vis-à-vis du Yémen en exerçant des pressions sur les rebelles pour qu'ils appliquent les résolutions du Conseil de sécurité et fassent les concessions nécessaires, afin d'épargner au Yémen de nouvelles effusions de sang et de nouvelles destructions et de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire à tous les Yéménites qui se trouvent dans les régions sous leur contrôle.

De cette tribune, je voudrais annoncer que le Gouvernement yéménite est prêt à tout faire pour faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire à toutes les régions du Yémen, de Sanaa à Mahra, ainsi qu'à celles contrôlées par les houthistes. Nous sommes responsables devant Dieu d'abord et devant notre peuple et le monde entier de tous les Yéménites où qu'ils se trouvent et quelle que soit leur appartenance. Tout ce que nous voulons c'est préserver la vie de tous les Yéménites, y compris ceux qui nous tirent dessus et prennent pour cible la population yéménite. En tant que Président légitimement élu, tout ce que je veux c'est préserver les vies et prévenir d'autres effusions de sang. Il est interdit, absolument interdit, à un Yéménite de verser le sang d'un autre Yéménite.

Le Gouvernement yéménite s'efforce de relever tous les défis posés par la guerre, qu'ils soient économiques ou politiques ou liés à la prestation des services ou aux destructions, et ce par des moyens limités et dans des conditions extrêmement complexes.. Aujourd'hui, le Gouvernement yéménite a besoin d'un appui important aux efforts qu'il déploie pour instaurer la paix et la stabilité, fournir des services dans les zones libérées, maîtriser la situation économique et lutter contre le terrorisme.

Nous appelons les pays amis, les donateurs et les organisations internationales à apporter une aide d'urgence au Yémen et à honorer les engagements pris à la Conférence tenue à Genève en avril en appui au plan d'aide humanitaire pour le Yémen pour 2017. L'année s'achève alors que le plan n'est financé qu'à que 50% Nous demandons aussi au Groupe des Amis du Yémen de relancer ses activités, qui ont stoppées par le coup d'État de Houthi et de Saleh et d'aider le Yémen à sortir de cette crise et à passer de cette phase de secours d'urgence à celle de la reconstruction et du relèvement économique.

La République du Yémen appuie sincèrement et activement les efforts de lutte contre le terrorisme, d'autant plus que notre pays souffre du terrorisme depuis longtemps. Nous rejetons le terrorisme sous toutes ses formes et nous adhérons fermement aux valeurs islamiques de tolérance, qui rejettent la violence et l'extrémisme et appellent à la tolérance, à la fraternité et à la coexistence. Nous nous joignons à la communauté internationale pour mieux coordonner les efforts et renforcer la coopération sécuritaire, culturelle et informatique afin de vaincre le terrorisme.

L'occupation des territoires palestiniens par Israël et ses politiques de peuplement demeurent l'une des plus grandes causes de tensions dans notre région. Par conséquent, les habitants de notre région comptent sur l'Assemblée pour trouver une solution juste et durable garantissant le droit du peuple palestinien à créer son État indépendant avec Jérusalem-Est pour capitale et permettant de mettre fin à l'occupation et aux activités de peuplement, ainsi qu'aux souffrances du peuple palestinien.

La République du Yémen condamne les souffrances imposées aux musulmans rohingya au Myanmar. Il faut mettre un terme à ce génocide et au terrorisme d'État. Nous appelons la communauté internationale à assumer ses responsabilités et à ne pas permettre que des actes aussi ignobles se poursuivent, des actes dont nous pensions qu'ils avaient été définitivement éliminés de notre monde moderne.

Avec notre peuple résolu et tous les gens de bonne volonté de par le monde, nous n'épargnerons aucun effort pour que le peuple yéménite n'ait plus à subir les atrocités commises par les rebelles. Avec l'aide de Dieu, nous réaliserons les aspirations de notre peuple à édifier un État civil fédéral fondé sur la justice, l'égalité et la bonne gouvernance. Nous allons reconstruire un nouveau Yémen qui rassemble tous ses enfants – un Yémen qui est une source de stabilité et de sécurité pour ses habitants, ses voisins et le monde entier.

Je ne saurais conclure mon intervention sans exprimer mes sincères félicitations à tout le peuple yéménite et à tous les peuples épris de liberté à l'occasion du cinquante-cinquième anniversaire de la révolution du 26 septembre, que nous célébrerons dans quelques jours. Cette révolution a permis de faire tomber l'un des régimes les plus despotiques de l'histoire – le régime de l'imam Ahmed dans le nord du Yémen –, que les libérateurs ont renversé avant d'instaurer la République en 1963.

Les houthistes et leurs alliés nous rappellent ce régime raciste. Ils ont essayé d'imposer de nouveau un régime raciste, à caractère encore plus violent et terroriste. Au cours des trois dernières années durant lesquelles la capitale Sanaa était sous le contrôle des houthistes, des milliers de personnes ont été tuées, blessées et détenues. Les médias ont été interdits et des journalistes ont été arrêtés, et les mesures de représailles se sont multipliées. Nous devons neutraliser ce groupe raciste.

Je salue notre peuple à l'occasion de l'anniversaire des glorieuses révolutions du 26 juillet et du 14 octobre, et du jubilé d'or du 30 novembre.

Pour terminer, je souhaite à l'Assemblée générale plein succès et encore plus de progrès et d'efficacité dans ses travaux à sa soixante-douzième session. Je souhaite paix, prospérité et stabilité à tous les États Membres et à l'ensemble de l'humanité.

Le Président : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Yémen de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Abdrabuh Mansour Hadi Mansour, Président de la République du Yémen, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

La séance est levée à 12 h 10.